

Etablissement de Belfort.

206LM08/2
(1941-1945)

Agents tués ou blessés par faits de guerre.

Application. dossier du personnel.

CHEMINS DE FER DE L'EST

MATÉRIEL ET TRACTION

EST. — MOD. 402 P

A 18 A 6 h

*Agents blessés par
faits de guerre.*

SOCIÉTÉ NATIONALE
DES
CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICE DU
CONTENTIEUX

Bureau AT

Le 18 Janvier 1941

DÉPÔT DE BELFORT

A18
A6R

Monsieur le Chef du Service
du Matériel et de la Traction
de la Région de l'EST

J'ai l'honneur de vous rappeler qu'en vertu de la loi du 24 octobre 1940, toutes les indemnités, prestations et rentes payées par un patron, en exécution de la loi du 9 avril 1898, à l'occasion d'un accident du travail causé par un fait de guerre, doivent être remboursées par le fonds de solidarité des employeurs.

Il doit être bien entendu d'ailleurs que si le blessé ou ses ayants droit, ont bénéficié d'avantages particuliers non prévus par cette loi, en vertu de son contrat de travail, soit d'une mesure spéciale de bienveillance, la S.N.C.F. doit seule en supporter la charge.

C'est ainsi que si un agent a bénéficié du salaire entier pendant la durée de son incapacité temporaire, nous ne pouvons demander au fonds de solidarité que le montant de l'indemnité journalière légale.

De même, si des veuves ont reçu pendant un certain temps le demi-salaire de leur mari, à titre d'allocation gracieuse, nous ne pouvons réclamer que le remboursement des arrérages de la rente.

Lorsqu'une affaire de cette nature aura fait l'objet d'un procès-verbal de conciliation ou d'une décision de justice, attribuant une rente, il y aura lieu de nous faire connaître exactement le montant des sommes à récupérer. C'est notre Service qui interviendra auprès du Fonds de Solidarité.

Dans le cas où la victime ne sera atteinte que d'une incapacité temporaire, vous voudrez bien faire le nécessaire directement auprès de cette Administration (~~Ministère de la Production Industrielle et du Travail - Direction Générale des Assurances Sociales - Fonds de Solidarité, place Fontenoy - Paris~~).

Ministère du Travail (Service du Fonds de Solidarité)
4, Rue de Grecobourg, Paris.

Le Sous-Chef du Contentieux
signature

Monsieur le Chef de Dépôt
à Belfort

Pour les suites

1. Place du Faubourg Paris (7/)

Le Chef d'Arrondissement

- 3 FEV 1941

TVP

MATERIEL & TRACTION

PARIS, le 30 Janvier 1941

Bureau du Personnel

N° 36 PT 41/5

Nm
47

Monsieur,

Pour l'application de ces dispositions, les mesures pratiques suivantes sont à observer:

1°.- Incapacités temporaires -

Dans tous les cas d'accidents du travail par fait de guerre, n'ayant entraîné qu'une incapacité temporaire, l'Etablissement (autre qu'un grand atelier) ouvrira un état mod. P - X.51, qu'il modifiera comme suit:

- en haut, à droite, dans un cadre au-dessus du titre, il portera:

"Nature de l'invalidité", suivie de la mention "temporaire";

- le titre sera modifié, au rouge, comme suit: Accident du travail survenu à un agent par fait de guerre.

Il complètera la première page de cet état et l'expédiera, en double exemplaire, à la Subdivision de la Comptabilité.

Celle-ci en prendra attachement, le transmettra directement à M. le Chef du Service Médical et en suivra le retour. Le Service Médical le lui retournera avec l'indication des sommes à récupérer au titre des prestations médicales, pharmaceutiques, etc....

La Comptabilité évaluera la valeur de l'indemnité journalière qui aurait été payée au blessé sous le régime de la Loi du 9.4.1898, pendant son exemption.

Elle bloquera cette somme avec les débours du Service Médical et obtiendra ainsi le total à récupérer.

Elle s'adressera alors, à cet effet, directement au Ministère de la Production Industrielle et du Travail.

La procédure sera la même en ce qui concerne les Grands Ateliers, sauf qu'ils détermineront eux-mêmes la valeur de l'indemnité journalière, qu'ils indiqueront, sur le P-X-51, à l'intention de la Comptabilité.

.....

2° - Incapacités permanentes -

Le P-X-51 sera établi dans les mêmes conditions. Bien entendu, il portera, en haut et à droite: permanente.

Il sera transmis au Bureau du Personnel, qui le fera parvenir au Service Médical et en suivra le retour.

Lors de la solution de l'affaire accident, le Bureau du Personnel demandera à la Comptabilité la valeur de l'indemnité journalière (les Grands Ateliers l'auront portée d'avance sur les P-X-51) et fournira au Contentieux les renseignements utiles.

3° - Accidents mortels -

La procédure sera la même que pour les incapacités permanentes (Les P - X - 51 porteront, en haut et à droite: mort).

Bien entendu, les P-X-51 ne seront transmis au Service Médical que s'il y a eu des prestations ressortissant à ce Service.

De même, l'indemnité journalière ne sera demandée (ou évaluée) que si une période d'invalidité a précédé la mort.

D'autre part, lors de la solution de l'affaire, le Bureau du Personnel demandera, s'il y a lieu, à la Comptabilité, de lui faire connaître le montant des provisions que le Contentieux aura prescrit de payer à la veuve.

Le Bureau du Personnel récapitulera les éléments ci-dessus, y ajoutera le montant des frais d'obsèques, et renseignera le Contentieux.

/ Le Chef du Service
du Matériel et de la Traction

Kauf

nature de l'invalidité : temporaire

COPIE

ACCIDENT *du travail*
survenu à un Agent par la *faute de guerre* d'un tiers

Évaluation des conséquences financières de l'accident

Accident survenu le *16 juin 1940*
à M (1) *Languenet Marcel Charles chauffeur de route à Belfort*
L'agent a interrompu son service le *19.9.40*
et l'a repris le *17.10.40*

Soins médicaux

Nom du Médecin *D. Walser à Belfort*
Diagnostic *Eclat au niveau de la nuque (Extraction)*
Dates des consultations *19.9.40 - 28.9.40 - 13.10.40 -*

Dates des visites à domicile

Lieu du domicile de l'agent *Belfort. 114 Avenue Jean Jaurès*

Soins pharmaceutiques

Nom du pharmacien

Date des ordonnances

Transport en ambulance (ou autre moyen de locomotion)

Hospitalisation

Hôpital } Séjour *5 j.* Entrée *19.9.40* Sortie *23.9.40*
ou clinique }
D. Muller à Belfort

Soins reçus
en dehors du séjour

Pansements (2)

Piqûres (2)

Radiographies (2)

Consultations (2)

P.-S. — Toutes les indications du recto de ce feuillet sont à compléter par le Chef local.

(1) Nom, prénoms, grade et résidence.

(2) Nombre.

- 8 FEV. 1941

Sommes à réclamer et à faire porter :

A) *Au crédit du Service d* (1)

les sommes versées à l'agent
pendant son indisponibilité
pour (tant par la Société
Nationale que par la Caisse
de Prévoyance), au titre des
éléments ci-contre :

Traitement.
Prime représentative de logement
Indemnité de résidence.
Allocations pour charges de famille

Total

B) *Au crédit du Service médical :* (2)

a) Frais médicaux.
b) Frais pharmaceutiques
c) Frais d'ambulance.
d) Frais d'hospitalisation

Total

TOTAL DES SOMMES A RÉCLAMER PAR LA SOCIÉTÉ NATIONALE

C) *Au Crédit de la Victime :* (1)

a) les gains non
réalisés pen-
dant la durée
del'exemption
au titre de :

Traitement
Primes représentative de logement
Primes diverses
Indemnité de résidence
Allocations pour charges de famille.

Total.

b) autres récla-
mations (3) }

Total.

TOTAL DES RÉCLAMATIONS DE LA VICTIME.

(1) A compléter par le service comptable (pour la Voie et Bâtiments, par l'Arrondissement)

(2) A compléter par le Service Médical.

(3) A compléter par le Chef local, si l'agent a demandé à la Société Nationale de défendre ses intérêts.

Région de l'EST

SERVICE :

Matériel et Traction

MOD. P - X 51

COPIE

Nature de l'invalidité : temporaire

ACCIDENT du travail

survenu à un Agent ~~par la faute d'un tiers~~ ^{par fait de guerre.}

Évaluation des conséquences financières de l'accident

Accident survenu le 27 Mai 1940
à M (1) PILAT Maurice chauffeur de route à Belfort
L'agent a interrompu son service le 27 Mai 1940
et l'a repris le 18 Juin 1940 - Interronpu le 6-7-40 - Reprise le 14.7.40
interronpu le 2.10.1940 - Reprise le 28.2.41

Soins médicaux

Nom du Médecin D. Walzer Belfort - D. P. Muller à Belfort.

Diagnostic Extractions d'éclats de balles.

Dates des consultations 6.7.40 - 13.7.40 - 21.10.40 - 4.12.40 - 14.12.40 -
8.1.41 - 23.1.41 - 2.2.41 - 17.2.41 - 27.2.41 -

Dates des visites à domicile —

Lieu du domicile de l'agent Belfort, 47 Faubourg de Montbéliard

Soins pharmaceutiques

Nom du pharmacien —

Date des ordonnances —

Transport en ambulance (ou autre moyen de locomotion)

Hospitalisation

<u>Ambulance C. L. H. S. P. 217</u>	<u>5 J.</u>	<u>Entrée</u>	<u>27.5.40</u>	<u>Sortie</u>	<u>31.5.40 -</u>
<u>Hôpital Coupl. à Dornier</u>	<u>5 J.</u>	<u>Entrée</u>	<u>31.5.40</u>	<u>Sortie</u>	<u>5.6.40 -</u>
<u>à Sarrebourg</u>	<u>38 J.</u>	<u>Entrée</u>	<u>25.10.40</u>	<u>Sortie</u>	<u>2.12.40 -</u>
<u>Clinique Muller à Belfort</u>	<u>15 J.</u>	<u>Entrée</u>	<u>18.12.40</u>	<u>Sortie</u>	<u>2.1.41 -</u>

Soins reçus

en dehors du séjour

Piqures (2) —

Radiographies (2) —

Consultations (2) —

P.-S. — Toutes les indications du recto de ce feuillet sont à compléter par le Chef local.

(1) Nom, prénoms, grade et résidence.

(2) Nombre.

-5 MAR 1941

8 FEB 1941

Sommes à réclamer et à faire porter :

A) *Au crédit du Service d* (1)

les sommes versées à l'agent
pendant son indisponibilité
pour (tant par la Société
Nationale que par la Caisse
de Prévoyance), au titre des
éléments ci-contre :

Traitement.
Prime représentative de logement
Indemnité de résidence.
Allocations pour charges de famille

Total

B) *Au crédit du Service médical :* (2)

a) Frais médicaux.
b) Frais pharmaceutiques
c) Frais d'ambulance.
d) Frais d'hospitalisation

Total

TOTAL DES SOMMES A RÉCLAMER PAR LA SOCIÉTÉ NATIONALE

C) *Au Crédit de la Victime :* (1)

a) les gains non
réalisés pen-
dant la durée
de l'exemption
au titre de :

Traitement
Primes représentative de logement.
Primes diverses
Indemnité de résidence
Allocations pour charges de famille.

Total.

b) autres récla-
mations (3) }

Total.

TOTAL DES RÉCLAMATIONS DE LA VICTIME.

(1) A compléter par le service comptable (pour la Voie et Bâtiments, par l'Arrondissement)

(2) A compléter par le Service Médical.

(3) A compléter par le Chef local, si l'agent a demandé à la Société Nationale de défendre ses intérêts.

accident du travail
survenu à un Agent par la faute d'un tiers
~~conducteur~~

Evaluation des conséquences financières de l'accident

accident survenu le 11 Mai 1944
à M^o Mouge, Gilbert, Pierre, Adrien, Manœuvre auxiliaire à Belfort
L'agent a interrompu son service le 12 Mai 1944
et l'a repris le 17 Mai 1944

Soins médicaux

Nom du Médecin Docteur Walser à Belfort
Diagnostic Contusion cuisse gauche
Dates des consultations 12.5.44 - 17.5.44

Dates des visites à domicile

Lieu du domicile de l'agent 46 Avenue Jean Jaurès à Belfort

Soins pharmaceutiques

Nom du pharmacien
Date des ordonnances

Transport en ambulance (ou autre moyen de locomotion)

Hospitalisation

Hôpital ou clinique { Séjour — Entrée — Sortie —

Armes reçues en { Paiements ⁽¹⁾
Régimes ⁽²⁾
Radiographies ⁽²⁾
Consultations ⁽²⁾

R.S. Toutes les indications du reste de ce formulaire ont à compléter par le Chef

ACCIDENT *de travail*

survenu à un Agent par *fait de guerre* ~~la faute d'un tiers~~

Évaluation des conséquences financières de l'accident

Accident survenu le *16 Juin 1940*
à M⁽¹⁾ *Getet, Paul. Marois, agent à Belfort*
L'agent a interrompu son service le *16 Juin 1940*
et l'a repris le *21 Juillet 1941*

Soins médicaux

Nom du Médecin

Diagnostic

Dates des consultations

Dates des visites à domicile

Lieu du domicile de l'agent

dentaires Soins pharmaceutiques

Nom du *dentiste* ~~pharmacien~~ *M. Muller, Cheringey - dentiste à Belfort*
Montant de la facture : *1560 frs pour appareils dentaires*
Date des ordonnances

Transport en ambulance (ou autre moyen de locomotion)

Hospitalisation

Hôpital } Séjour Entrée Sortie
ou clinique }

Soins reçus en dehors du séjour

Pansements ⁽²⁾

Piqûres ⁽²⁾

Radiographies ⁽²⁾

Consultations ⁽²⁾

P.-S. — Toutes les indications du recto de ce feuillet sont à compléter par le Chef d'établissement.

(1) Nom, prénoms, grade et résidence.

(2) Nombre.

Sommes à réclamer et à faire porter :

A) *Au crédit du Service d*..... (1)

les sommes versées à l'agent
pendant son indisponibilité
au titre des éléments ci-
contre :

Traitement.
Prime représentative de logement
Indemnité de trafic
Indemnité de résidence.
Indemnité spéciale temporaire.
Allocations pour charges de famille

Total

B) *Au crédit du Service médical :* (2)

Frais médicaux.

C) *Au crédit de la Caisse de Prévoyance de la S.N.C.F. :*

Frais pharmaceutiques

Frais d'ambulance.

Frais d'hospitalisation

Total

TOTAL DES SOMMES A RÉCLAMER PAR LA SOCIÉTÉ NATIONALE

D) *Au Crédit de la Victime :*

a) les gains non
réalisés pen-
dant la durée
de l'exemption
au titre de : (1)

Traitement
Primes représentatives de logement
Primes diverses
Indemnité de trafic
Indemnité de résidence
Indemnité spéciale temporaire.
Allocations pour charges de famille.

Total.

b) autres récla-
mations (3)

{
{

Total.

TOTAL DES RÉCLAMATIONS DE LA VICTIME.

(1) A compléter par l'Etablissement comptable (pour la Voie et Bâtiments, par l'Arrondissement)

(2) A compléter par le Service Médical.

(3) A compléter par le Chef d'Etablissement, si l'agent a demandé à la Société Nationale de défendre ses intérêts.

Chemins de fer de l'Est

Matériel & Traction

Bureau du Personnel

Durée de l'invalidité : permanente

ACCIDENT de travail
SURVENU A UN AGENT PAR LA FAUTE D'UN TIERS
-:-:-:- fait de guerre

Accident survenu le: 16 Juin 1940
(1) PETET Paul manœuvre mécanicien de route à Belfort
L'agent a interrompu son service le: 16 Juin 1940
et l'a repris le: n'a pas encore repris

SOINS MEDICAUX:

Nom du Médecin: Dr. Walsen à Belfort
Diagnostic
Dates des consultations: Fracture de la mâchoire supérieure
et de la jambe droite
Dates des visites à domicile consultations: 29.11.40
Lieu du domicile de l'agent: Danyontin (Fu) 16^{bis} rue du
Bosmont.

SOINS PHARMACEUTIQUES:

Nom du pharmacien: _____
Dates des ordonnances: _____

TRANSPORT EN AMBULANCE (ou autre moyen de locomotion)
Transporté à l'Hôpital d'Hericourt par une ambulance militaire

HOSPITALISATION:

Hôpital: d'Hericourt - 150 j Entrée: 16.6.40 Sortie: 12.11.40
Clinique Dr. Guller à Belfort - - - 30.11.40 - - - non sorti
Soins sans hospitalisation { Pansements: (2) _____
Piqûres: (2) _____
Radiographies: (2) _____
Consultations: (2) _____

P.S.- Toutes les indications du recto de ce feuillet sont à compléter
par le Chef local.

prénom, grade, établissement.

Pres.

SOMMES A RECLAMER

A - PAR LA COMPAGNIE:

1°) Au crédit du Matériel et Traction: (3)

a) les sommes versées à l'agent pour: { Indemnité de Maladie. _____
-d°- de Résidence. _____
Allocations pour charges de famille..... _____

Total (a)..... _____

b) les autres charges patronales supportées pendant la durée de l'exemption c'est-à-dire les allocations aux: { Caisse des Retraites. (6) _____
et
Caisse de Prévoyance. _____

Total (b)..... _____

T O T A L (a+b)..... _____

2°) Au crédit du Service Médical: (4)

a) Frais médicaux..... _____

b) Frais pharmaceutiques..... _____

c) Frais d'ambulance..... _____

d) Frais d'hospitalisation..... _____

T O T A L..... _____

TOTAL DES RECLAMATIONS DE LA COMPAGNIE..... _____

-:-:-:-

B - PAR LA VICTIME:

a) les gains non (3) réalisés pendant la durée de l'exemption au titre de: { Traitement..... _____
Primes diverses..... _____
Indemnité de résidence..... _____
Allocations pour charges de famille... _____

Total..... _____

b) autres réclamations (5) { _____

Total..... _____

TOTAL DES RECLAMATIONS DE LA VICTIME..... _____

(3) - à compléter par le Service comptable.

(4) - à compléter par le Service Médical.

(5) - à compléter par le Chef local éventuellement, si l'agent a demandé à la Compagnie de défendre ses intérêts.

(6) - Caisse de Retraites de 1891: 16% - Caisse de Retraites de 1911: 15% - Caisse de Prévoyance de 1870: 1%.

accident du travail
survenu à un Agent par le fait de guerre

Evaluation des conséquences financières de l'accident

accident survenu le 25 Mai 1944
à M^r Léige, Maurice, André, Mécanicien de route au Dépôt de Belfort
L'agent a interrompu son service le 26.5.44
et l'a repris le 17.6.44

Soins médicaux

Nom du Médecin Docteur Walser

Diagnostic Contusions multiples et défaillance cardiaque

Dates des consultations 26.5.44 - 2.6.44 - 10.6.44 - 16.6.44

Dates des visites à domicile

Lieu du domicile de l'agent 2 Rue J. Roussau - à Belfort

Soins pharmaceutiques

Nom du pharmacien

Date des ordonnances

Transport en ambulance (ou autre moyen de locomotion)

Hospitalisation

Hôpital

clinique

{ Admis

Sortie

Sortie

Arresté après

en

Malade au lit

{ Prescriptions⁽¹⁾
Régimes⁽²⁾
Radiographies⁽²⁾
Consultations⁽²⁾

R.S. Inter les initiales du nom de la famille sont à compléter par le Chef

⁽¹⁾ Les prescriptions sont à indiquer

⁽²⁾ R.S.

accident du travail
survenu à un Agent par la ^{fait de guerre} chute d'un tiers

Evaluation des conséquences financières de l'accident

accident survenu le 25 Mai 1944
à M^{rs} Echolin, Joseph. Smil, manœuvre au dépôt de Belfort
L'agent a interrompu son service le 26. 5. 44
et l'a repris le 10 Juin 1944

Sous médicaux

Nom du Médecin Docteur Walser à Belfort
Diagnostic Contusion main gauche
Dates des consultations 26. 5. 44 - 4. 6. 44 - 9. 6. 44

Dates des visites à domicile

Lieu du domicile de l'agent 3 Rue Teyoud à Belfort

Sous pharmaceutiques

Nom du pharmacien

Date des ordonnances

Transport en ambulance (ou autre moyen de locomotion)

Hospitalisation

Hôpital

clinique

{ séjour

Entrée

Sortie

Arrestation
en

relais du signal

{ Pansements⁽¹⁾

Régimes⁽²⁾

Radiographies⁽²⁾

Consultations⁽¹⁾

R.S. : toutes les int^l et les du note de a finit ont à compléter par le chef
d'administration

⁽¹⁾ Les quinze jours de soins

⁽²⁾ Panses

accident du travail
survenu à un Agent par la faute d'un tiers
~~conducteur~~ fait de guerre

Evaluation des conséquences financières de l'accident

accident survenu le 25 Mai 1944
à M^{rs} Grandgirard, Camille, Marc, Alfred, Louis, chauffeur de route au dépôt
de Belfort
L'agent a interrompu son service le 26.5.44
et l'a repris le 31 Mai 1944

Sous médicaux

Nom du Médecin Docteur Walsen
Diagnostic Contusions multiples
Dates des consultations 26.5.44 - 30.5.44

Dates des visites à domicile

Lieu du domicile de l'agent 48 grande Rue à Bavilliers

Sous pharmaceutiques

Nom du pharmacien
Date des ordonnances

Transport en ambulance (ou autre moyen de locomotion)

Hospitalisation

Hôpital
clinique { Séjour — Entrée — Sortie

Arrestations
en { Pausements⁽¹⁾
Régimes⁽²⁾
Radiographies⁽²⁾
Consultations⁽²⁾

R.S. Inter les indications du veto de ce fait ont à compléter par le Chef
d'établissement

COPIE

ACCIDENT du travail

survenu à un Agent par ^{fait de guerre} la faute d'un tiers

Évaluation des conséquences financières de l'accident

Accident survenu le 27 Mai 1940
à M Duchanoy Alfred Ernest mécanicien de route à Belfort
L'agent a interrompu son service le 27 Mai 1940
et l'a repris le n'a pas repris

Soins médicaux

Nom du Médecin Dr. Muller à Belfort et Dr. Walser à Belfort
Diagnostic ci-joint

Diagnostic - Plaies multiples par balles de mitrailleuses d'avions cicatrisées -
Douleurs causalgiques avec troubles vaso-moteurs atrophiques importants
du membre supérieur gauche. Gêne fonctionnelle du membre inférieur
gauche. Paralyse radiculaire non systématisée du plexus brachial
gauche avec main clouée, scapulum abattu et abaissement de
l'épaule gauche. Fonte du triceps et de l'avant bras gauche.
Rouble de la démarche du membre inférieur. Cicatrices
étendues et douloureuses.

Incapacité permanente absolue de 100 %.

Belfort, le 31.1.41
Dr. Muller

Hospitalisation

Ambulance CL 405. JP. 217 à Phalsbourg	Séjour 17 j	Entrée p. Hô	Sortie 13.6.40
Hôpital Dessoir à Sarrebourg	18 j	13.6.40	14.6.40
Evacué par train sanitaire long terme	conché		
Hôpital Ch. Riols à Beziers (Hérault)	29 j.	17.6.40	16.7.40
Hôpital Roch-Celleneuve à Montpellier	17 j.	16.7.40	2.8.40
Lycée de jeunes filles	9 j.	2.8.40	10.8.40
Hôpital Général (ser. neurologie)	168 j.	10.8.40	27.1.41

Sommes à réclamer et à faire porter :

A) *Au crédit du Service d*..... (1)

les sommes versées à l'agent
pendant son indisponibilité
pour (tant par la Société
Nationale que par la Caisse
de Prévoyance), au titre des
éléments ci-contre :

Traitement.
Prime représentative de logement
Indemnité de résidence.
Allocations pour charges de famille

Total

B) *Au crédit du Service médical :* (2)

a) Frais médicaux.
b) Frais pharmaceutiques
c) Frais d'ambulance.
d) Frais d'hospitalisation

Total

TOTAL DES SOMMES A RÉCLAMER PAR LA SOCIÉTÉ NATIONALE

C) *Au Crédit de la Victime :* (1)

a) les gains non réalisés pendant la durée de l'exemption au titre de :
 { Traitement
 { Primes représentative de logement
 { Primes diverses
 { Indemnité de résidence
 { Allocations pour charges de famille.

Total.

b) autres réclama-
 { tions (3) }

Total.

TOTAL DES RÉCLAMATIONS DE LA VICTIME.

(1) A compléter par le service comptable (pour la Voie et Bâtiments, par l'Arrondissement)

(2) A compléter par le Service Médical.

(3) A compléter par le Chef local, si l'agent a demandé à la Société Nationale de défendre ses intérêts.

Région de l'EST

SERVICE :
Matériel et Traction

MOD. P - X 51

Nature de l'invalidité : *Temporaire*

COPIE

ACCIDENT *du travail*

survenu à un Agent par *fait de guerre*
~~la faute d'un tiers~~

Évaluation des conséquences financières de l'accident

Accident survenu le *27 mai 1940*
à M (1) *Rouvet Louis Xavier aide-ajusteur à Belfort*

L'agent a interrompu son service le *27 mai 1940*
et l'a repris le *mobile le 7 juin 40.*

Soins médicaux

Nom du Médecin *D. Walzer à Belfort.*

Diagnostic *Éclat face postérieure traversant vers l'épaule. Éraflure hanche droite*

Dates des consultations *3. 6. 40*

Dates des visites à domicile *—*

Lieu du domicile de l'agent *Belfort, 12 rue Strakosky*

Soins pharmaceutiques

Nom du pharmacien *—*

Date des ordonnances *—*

Transport en ambulance (ou autre moyen de locomotion)

Transport à l'ambulance de Phalsbourg par ambulance militaire

Hospitalisation

<i>Ambulance C.L. 405. S.P. 217.</i>	<i>Lyon</i>	<i>4 j.</i>	<i>Entrée 27. 5. 40</i>	<i>Sortie 31. 6. 40</i>
<i>Hôpital C^u Dessaigne clinique à Sarrebourg</i>	<i>Séjour</i>	<i>2 j.</i>	<i>Entrée 31. 6. 40</i>	<i>Sortie 2. 6. 40</i>

Soins reçus

en dehors du séjour

Pansements *journaliers à l'infirmerie SNCF du 3 au 6. 6. 40*

Piqûres (2) *—*

Radiographies (2) *—*

Consultations (2) *—*

P.-S. — Toutes les indications du recto de ce feuillet sont à compléter par le Chef local.

(1) Nom, prénoms, grade et résidence.

(2) Nombre.

- 8 FEV 1941

Sommes à réclamer et à faire porter :

A) Au crédit du Service d..... (1)

les sommes versées à l'agent pendant son indisponibilité pour (tant par la Société Nationale que par la Caisse de Prévoyance), au titre des éléments ci-contre :	{	Traitement. . . . .	.....
		Prime représentative de logement	.....
		Indemnité de résidence. . . . .	.....
		Allocations pour charges de famille	.....
			Total

B) Au crédit du Service médical : (2)

a) Frais médicaux. . . . .	.....
b) Frais pharmaceutiques . . . . .	.....
c) Frais d'ambulance. . . . .	.....
d) Frais d'hospitalisation . . . . .	.....
Total	

TOTAL DES SOMMES A RÉCLAMER PAR LA SOCIÉTÉ NATIONALE

C) Au Crédit de la Victime : (1)

a) les gains non réalisés pen- dant la durée de l'exemption au titre de :	{	Traitement . . . . .	.....
		Primes représentative de logement. . . . .	.....
		Primes diverses . . . . .	.....
		Indemnité de résidence . . . . .	.....
		Allocations pour charges de famille. . . . .	.....
			Total.

b) autres récla- mations (3) }	.....

Total.	

TOTAL DES RÉCLAMATIONS DE LA VICTIME.

(1) A compléter par le service comptable (pour la Voie et Bâtiments, par l'Arrondissement)

(2) A compléter par le Service Médical.

(3) A compléter par le Chef local, si l'agent a demandé à la Société Nationale de défendre ses intérêts.

- (1) ~~d'accident mortel du travail~~
~~d'accident mortel par fait de guerre~~
~~de blessure par fait de guerre~~

Nom, prénom et âge de l'agent	Grade et résidence d'emploi	Date de l'accident	Résumé sommaire des circonstances de l'accident	Situation de famille de l'agent. Particularités pouvant s'opposer à l'envoi de la lettre de condoléances: (2)	Adresse domiciliaire de l'agent
<u>Holler</u> <u>Maurice</u> 48 ans, 8 mois	<u>mécanicien de</u> <u>route au dépôt de</u> <u>Belfort</u>	<u>15 juin</u> <u>1940</u>	<u>Au cours de la remorque d'un train d'éva-</u> <u>cuation, a été tué au cours du bombarde-</u> <u>ment de sa machine par des éléments</u> <u>motorisés allemands.</u>	<u>marie, 6 enfants</u> <u>néant</u>	<u>Belfort (T^{re})</u> <u>21 Avenue de</u> <u>la Repinière</u>
<u>Pétrément</u> <u>Hilaire Joseph</u> <u>Léon</u> 32 ans, 1 mois	<u>Chauffeur de route</u> <u>au dépôt de Belfort</u>	<u>15 juin</u> <u>1940</u>	<u>Au cours de la remorque d'un train d'éva-</u> <u>cuation, a été grièvement brûlé à la figure</u> <u>et aux bras au cours du bombardement</u> <u>de sa machine par des éléments motorisés</u> <u>allemands. Décédé le 20 juin 1940 à</u> <u>l'Hôpital de Châteauneuf</u>	<u>marie, 1 enfant</u> <u>néant</u>	<u>Belfort (T^{re})</u> <u>22 rue</u> <u>Renay</u>

(1) Rayer les mentions inutiles.

(2) A ne remplir qu'en cas d'accident mortel.

A Belfort, le juillet 1940

Le Chef de Dépôt principal

Transmis à Monsieur le Chef des Services Administratifs
de la Direction Régionale.

Le CHEF du SERVICE
du MATÉRIEL et de la TRACTION,

SOCIÉTÉ NATIONALE
DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Région de l'EST

MATÉRIEL et TRACTION

EST - Mod. 677 A

DIVISION de la Traction Paris

5^e Arrondissement de Traction

RAPPORT N° 6

d u Dépôt de Taverne

du 1^{er} juin 1940

DÉPÔT DE BELFORT

CARTE N° 144

DOSSIER N° E3

OBJET :

Attaque de la machine
140 B 174 en gare de
Schwindratsheim
le 27 mai 1940

Le 27 mai 1940 vers 12h20 la machine 140 B 174
montée par l'équipe DUCHANOIS - PILAT du dépôt de Belfort
assurant rame 100 en marche 1263 Igney-avricourt - Brumath
fut attaquée par 2 avions ennemis en gare de Schwindrats-
heim.

Le mécanicien DUCHANOIS fut gravement blessé,
son chauffeur PILAT a été légèrement blessé ainsi que
le chauffeur ROUVET de la co-équipe qui était à ce moment
dans la voiture d'ortoir.

À la machine le réservoir ppal à air, la porte
de la boîte à fumée, l'injecteur, la tuyauterie de graissage
et les lanternes de la traverse de tête ont été endommagés.

Le mécanicien SCHIN seul n'a pas été atteint.

De ces faits et vu l'état de la machine, il n'y
avait plus moyen d'assurer la continuation du train.

Une machine de secours a été demandée au dépôt
de Hausbergen et le train a continué avec un retard de
120 minutes.

Le mécanicien Duchanois et les chauffeurs
ROUVET et PILAT ont été transportés à l'Hôpital de Phals-
bourg. Selon les renseignements demandés à cet établisse-
ment il s'agit pour DUCHANOIS d'une blessure à la cuisse,
plaies multiples au bras et coude et à la main gauche.

Pour PILAT des éclats d'obus multiples plaies
à la fesse, cheville et poitrine.

ROUVET éclats d'obus au bras et omoplate.

L'état des trois agents est aussi satisfaisant que possible.
Ils viennent d'être transférés à l'Hôpital de Sarrebourg.

La machine fut réparée par nos soins et est
partie le 28 mai avec un train sur Mulhouse-Nord, le méca-
nicien SCHIN fut assisté par le chauffeur RUPPEL de notre
dépôt.

LE CHEF DE DÉPÔT

Copie transmise à
Monsieur le Chef de dépôt ppal
BELFORT

à titre de renseignement.

LE CHEF DE DÉPÔT

(1) Arrondissement de Traction du Maté-
riel, etc.

(2) du Dépôt d' de l'Entretien
d' de M. Inspecteur, etc.

(3) Date,

Dépôt de Belfort

Dépot de Belfort
Siste des agents blessés par fait de guerre.

(lettre n° 247.176 du 27.5.40 de M. le Chef de la Division de la Traction)

Nom et prénom	Grade (copié de (s'il y a lieu))	Date de l'accident	Circonstances sommaires de l'accident
<p>Le Chef de Peint. Peal</p>			

Le Chef de Dépôt Préal.

LISTE DES AGENTS BLESSES PAR FAITS DE GUERRE

(Suite lettre N° 247.176 du 27-5-40 de M. le Chef de la D.de la T.)

Nom	Prénoms	Grade replié de (s'il y a lieu)	Date de l'accident	Circonstances sommaires de l'accident
Duchanny	Alfred Ernest	mécan. et monte	27 mai 1940	Au cours de la remorque de la rame TCO. 1263, ont été blessés par 2 avions ennemis en gare de Schwindratsheim, Km 24900. Machine 140.174.
Pilat	Maurice	chauffeur monte	}	
et	Louis Xavier	aide ajusteur		

Le Chef de Dépôt principal

29 MAI 1940

Le Chef de Dépôt principal

29 MAI 1940

247

Paris, le 27 mai 1940.

DÉPÔT DE BELFORT
 CARTON N° A24
 DOSSIER E3

Monsieur le Chef d'Arrondissement
 à VESOU

Prière de m'adresser d'urgence une liste nominative (nom, prénoms, grade, date et circonstances sommaires de l'accident) des agents tués et blessés, en service ou hors service, par fait de guerre. (bombardement aériens par exemple).

D'autre part il y aura lieu à l'avenir de me signaler immédiatement, au fur et à mesure, par état donnant les mêmes renseignements que ceux demandés ci-dessus, les agents blessés dans les mêmes conditions. Pour les agents tués, la copie de "l'Avis d'accident mortel" doit me parvenir sans délai.

Le Chef de la Division
 de la Traction,

Monsieur le Chef de Dépôt à Belfort

Les suites. M'adresser par retour du courrier, en 3 exemplaires, une liste nominative du modèle ci-joint, de vos agents blessés par fait de guerre. Etat "Néant" s'il y a lieu.

A l'avenir, vous me signalerez immédiatement au fur et à mesure, et dans les mêmes conditions, les cas qui pourraient se produire pour les agents blessés.

Pour les agents tués, revoir les instructions de la lettre N° 247.022 du 20 courant de M. le Chef de la Division de la Traction, prescrivant les avis à établir sans délai.

28-5-40

le Chef d'Arrondissement,

27 mai 40
 Km 24900.
 en gare de Schwindratzheim
 140 B 174
 2ème TCO.
 1263

10/8
 Lettre à l'arrondissement
 Belfort

29/5/40

Belfort

[Signature]

accident du travail
survenu à un Agent par la ^{fait de guerre} chute d'un ~~matériel~~

Evaluation des conséquences financières de l'accident

accident survenu le 25 Mai 1944
à M^{rs} Venger, Edouard - agent auxiliaire au Dépôt de Belfort
L'agent a interrompu son service le 26.5.44
et l'a repris le 31.5.44

Sous médicaux

Nom du Médecin Docteur Walser à Belfort
Diagnostic Contusions multiples
Dates des consultations 26.5.41 - 30.5.41

Dates des visites à domicile

Lieu du domicile de l'agent 14 Rue de Bernay à Belfort

Sous pharmaceutiques

Nom du pharmacien
Date des ordonnances

Transport en ambulance (ou autre moyen de locomotion)

Hospitalisation

Hôpital { Déjà — Entrée — Sortie

Arrestation { Passivité⁽¹⁾ —
en { Rigueur⁽²⁾ —
de la part de l'agent { Conscience libre⁽³⁾ —
Conscience libre⁽⁴⁾ —

Rs. Indiquer initiales du note de n. fait et noté à compter par le chef
d'exploitation

accident du travail
survenu à un Agent par le fait de guerre

Evaluation des conséquences financières de l'accident

accident survenu le 25 Mai 1944
à M^{rs} Clément, Camille, Lucie, Albert, Mélanie, de route à Belfort
L'agent a interrompu son service le 26 Mai 1944
et l'a repris le 1^{er} Juin 1944

Soins médicaux

Nom du Médecin Docteur Walser à Belfort - Docteur Petitjean à Vesoul
Diagnostic Contusions du dos. Hématome
Dates des consultations 25.5.44 - 26.5.44 - 31.5.44

Dates des visites à domicile

Lieu du domicile de l'agent 74 Rue de Belfort à Daincourt

Soins pharmaceutiques

Nom du pharmacien

Date des ordonnances

Transport en ambulance (ou autre moyen de locomotion)

Hospitalisation

Hôpital

clinique

{ Début

Fin

Sortie

Autres renseignements

en

plus du dossier

{ Prescriptions⁽¹⁾

Régimes⁽²⁾

Radiographies⁽³⁾

Consultations⁽⁴⁾

R.S. Inter les initiales du note de a finit ont à compléter par le chef
d'établissement

accident du travail
survenu à un Agent par la faute ^{fait de guerre} ~~de l'agent~~

Evaluation des conséquences financières de l'accident

accident survenu le 25 Mai 1944
à M^{rs} Bouvet, Emile, François, Xavier, manœuvre au Dépôt de Belfort
L'agent a interrompu son service le 26. 5. 44
et l'a repris le 31. 5. 44

Sous médicaux

Nom du Médecin Docteur Walser à Belfort
Diagnostic Contusion de cuisse droite.
Dates des consultations 26. 5. 44 - 30. 5. 44

Dates des visites à domicile

Lieu du domicile de l'agent 73 Rue de Banjoüter, à Belfort

Sous pharmaceutiques

Nom du pharmacien

Date des ordonnances

Transport en ambulance (ou autre moyen de locomotion)

Hospitalisations

Hôpital

clinique

{ Séjour

Entrée

Sortie

Arrestations ^{en} { Pausements ⁽¹⁾
Régimes ⁽²⁾
Radiographies ⁽²⁾
Examens ⁽²⁾

R.S. : toutes les indications du tableau ci-dessus ont à compléter par le Chef
d'Attestation

(1) Les premiers jours d'absence

(2) Somme

7 JUIN 1944

accident du travail
survenu à un Agent par la suite d'un ^{fait de guerre}
~~accident~~

Evaluation des conséquences financières de l'accident

accident survenu le 11 Mai 1944
à M^{rs} Malnati, Emile
L'agent a interrompu son service le 12.5.44
et l'a repris le 1^{er} Juin 1944.

Sous médicaux

Nom du Médecin Docteur Mathy à Ronchamp et Walter à Belfort
Diagnostic Docteur Butzbach à Belfort

Dates des consultations 12.5.44 - 13.5.44 - 20.5.44 - 27.5.44 - 31.5.44

Dates des visites à domicile

Lieu du domicile de l'agent 53 Faubourg de Monthéliard à Belfort.

Sous pharmaceutiques

Nom du pharmacien Guisard à Belfort -

Date de ordonnances 12.5.44 - 20.5.44 - 27.5.44.

Transport en ambulance (ou autre moyen de locomotion)

Hospitalisation

Hôpital ou clinique { Séjour Entrée Sortie

Arrière repère en { Pauvements⁽¹⁾
Régimes⁽²⁾
Radiographies⁽²⁾
Consultations⁽¹⁾

R.S. Toutes les indications du note de a finit ont à compléter par le Chef
d'établissement

Nature de l'invalidité : temporaire.

SERVICE :

Cractio.

MOD. P - X - 51

ACCIDENT du travail

survenu à un Agent par la ^{fait de guerre} ~~faute d'un tiers~~

Evaluation des conséquences financières de l'accident

Accident survenu le 11 Mai 1944

à M⁽¹⁾ Hartmann, Emile, Henri, surveillant en gare de Belfort
détaché au dépôt

L'agent a interrompu son service le 12 Mai 1944

et l'a repris le 22 Mai 1944

Soins médicaux

Nom du Médecin Docteur Walsen à Belfort

Diagnostic Plai contuse superficielle cuir chevelu

Dates des consultations 12.5.44 - 17.5.44 - 20.5.44

Dates des visites à domicile /

Lieu du domicile de l'agent 20, Rue du Lycée à Belfort

Soins pharmaceutiques

Nom du pharmacien /

Date des ordonnances /

Transport en ambulance (ou autre moyen de locomotion)

Hospitalisation

Hôpital ou clinique { Séjour Entrée / Sortie

Soins reçus

en dehors du séjour

Pansements (2) /

Piqûres (2) /

Radiographies (2) /

Consultations (2) /

P.-S. — Toutes les indications du recto de ce feuillet sont à compléter par le Chef local.

(1) Nom, prénom, grade et résidence.

(2) Nombre.

Sommes à réclamer et à faire porter :

A) Au crédit du Service d (1)

a) les sommes versées à l'agent pendant son indisponibilité pour :	{	Traitement
		Prime représentative de logement
		Indemnité de résidence
		Allocations pour charges de famille

Total (a).

b) les autres charges patronales supportées pendant la durée de l'exemption c'est-à-dire les allocations.	{	A la Caisse des Retraites (2)
		A la Caisse de Prévoyance (3)

Total (b)

TOTAL (a+b).

B) Au crédit du Service médical : (4)

a) Frais médicaux.

b) Frais pharmaceutiques

c) Frais d'ambulance

d) Frais d'hospitalisation.

Total.

TOTAL DES SOMMES A RÉCLAMER PAR LA COMPAGNIE.

C) Au crédit de la Victime : (1)

a) les gains non réalisés pendant la durée de l'exemption au titre de :	{	Traitement
		Prime représentative de logement
		Primes diverses.
		Indemnité de résidence
		Allocations pour charges de famille.

Total.

b) autres réclama- tions (5)	{
---------------------------------	---	-------

Total.

TOTAL DES RÉCLAMATIONS DE LA VICTIME.

(1) A compléter par le service comptable (pour la Voie, par le service régional).

(2) Pour les agents affiliés à un règlement de retraites : 12 0/0 du traitement et des accessoires soumis à retenue.

(3) Pour les agents souscripteurs à une Caisse de Prévoyance : 1 0/0 du traitement fixe.

(4) A compléter par le Service Médical.

(5) A compléter par le Chef local, si l'agent a demandé à la Compagnie de défendre ses intérêts.

RÉGION DE L'EST

SERVICE :

traction

EST - MOD. P - X 51

Nature de l'invalidité : temporaire

ACCIDENT du travail

survenu à un Agent par *fait de guerre*
~~la faute d'un tiers~~

Évaluation des conséquences financières de l'accident

Accident survenu le *27 Avril 1944*

à M⁽¹⁾ *Souillet, Eugène, Alexandre chauffeur de route au Dépôt de Belfort*

L'agent a interrompu son service le *29. 4. 44*

et l'a repris le *5. 5. 44*

Soins médicaux

Nom du Médecin *Docteur Walsen*

Diagnostic *commotion - contusion et ecchymose œil gauche*

Dates des consultations *29. 4. 44 - 5. 5. 44*

Dates des visites à domicile */*

Lieu du domicile de l'agent *72 Grande Rue à Banjoutz*

Soins pharmaceutiques

Nom du pharmacien */*

Date des ordonnances */*

Transport en ambulance (ou autre moyen de locomotion)

Hospitalisation

Hôpital ou clinique	}	Séjour	Entrée	Sortie

Soins reçus

en dehors du séjour

Pansements (2) */*

Piqûres (2) */*

Radiographies (2) */*

Consultations (2) */*

P.-S. — Toutes les indications du recto de ce feuillet sont à compléter par le Chef d'établissement.

(1) Nom, prénoms, grade et résidence.

(2) Nombre.

Sommes à réclamer et à faire porter :

A) *Au crédit du Service d* (1)

les sommes versées à l'agent
pendant son indisponibilité
au titre des éléments ci-
contre :

Traitement.
Prime représentative de logement
Indemnité fixe
Allocations pour charges de famille.....

Total

B) *Au crédit du Service médical :* (2)

Frais médicaux.

C) *Au crédit de la Caisse de Prévoyance de la S.N.C.F. :*

Frais pharmaceutiques

Frais d'ambulance.

Frais d'hospitalisation

Total

TOTAL DES SOMMES A RÉCLAMER PAR LA SOCIÉTÉ NATIONALE

D) *Au Crédit de la Victime :*

a) les gains non
réalisés pen-
dant la durée
de l'exemption
au titre de : (1)

Traitement
Primes représentatives de logement
Primes diverses
Indemnité fixe.
Allocations pour charges de famille.

Total.

b) autres récla-
mations (3)

.....
.....

Total.

TOTAL DES RÉCLAMATIONS DE LA VICTIME.

(1) A compléter par l'Etablissement comptable (pour la Voie et Bâtiments, par l'Arrondissement)

(2) A compléter par le Service Médical.

(3) A compléter par le Chef d'Etablissement, si l'agent a demandé à la Société Nationale de défendre ses intérêts.

577 138 2 du 19 mai
P.9920
267.304
MT 54215 6

SERVICE :

Oracton

MOD. P - X - 51

ACCIDENT du travail

survenu à un Agent par la ~~faute d'un tiers~~ ^{faits de guerre}

Évaluation des conséquences financières de l'accident

Accident survenu le 16 Juillet 1943

à M. (1) Bourguin, Auguste, René, chauffeur de route à Montbéliard

L'agent a interrompu son service le 17 Juillet 1943

et l'a repris le 28 Juillet 1943

Soins médicaux

Nom du Médecin Docteur Walker à Belfort

Diagnostic Plaies contuses face et jambe gauche

Dates des consultations 17.7.43 - 23.7.43 - 27.7.43

Dates des visites à domicile

Lieu du domicile de l'agent Dampierre, 49 Rue de Belfort

Soins pharmaceutiques

Nom du pharmacien

Date des ordonnances

Transport en ambulance (ou autre moyen de locomotion)

Hospitalisation

Hôpital
ou clinique

Séjour

Entrée

Sortie

Soins reçus
en dehors du séjour

Pansements (2) 2

Piqûres (2)

Radiographies (2)

Consultations (2)

P.-S. — Toutes les indications du recto de ce feuillet sont à compléter par le Chef local.

(1) Nom, prénoms, grade et résidence.

(2) Nombre.

Sommes à réclamer et à faire porter :

A) Au crédit du Service d..... (1)

a) les sommes versées à l'agent pendant son indisponibilité pour :	Traitement. . . . .	.....
	Prime représentative de logement	.....
	Indemnité de résidence. . . . .	.....
	Allocations pour charges de famille	.....
Total (a). . . . .		.....
b) les autres charges patronales supportées pendant la durée de l'exemption c'est-à-dire les allocations.	A la Caisse des Retraites (2) . . . . .	.....
	A la Caisse de Prévoyance (3) . . . . .	.....
Total (b) . . . . .		.....
TOTAL (a+b). . . . .		.....

B) Au crédit du Service médical : (4)

a) Frais médicaux. . . . .	.....
b) Frais pharmaceutiques . . . . .	.....
c) Frais d'ambulance. . . . .	.....
d) Frais d'hospitalisation . . . . .	.....
Total . . . . .	.....
TOTAL DES SOMMES A RÉCLAMER PAR LA COMPAGNIE . . . . .	.....

C) Au Crédit de la Victime : (1)

a) les gains non réalisés pendant la durée de l'exemption au titre de :	Traitement . . . . .	.....
	Primes représentative de logement. . . . .	.....
	Primes diverses . . . . .	.....
	Indemnité de résidence . . . . .	.....
Allocations pour charges de famille. . . . .		.....
Total. . . . .		.....
b) autres réclamations (5) . . . . .	.....	.....
Total. . . . .		.....
TOTAL DES RÉCLAMATIONS DE LA VICTIME. . . . .		.....

(1) A compléter par le service comptable (pour la Voie, par le service régional).
(2) Pour les agents affiliés à un règlement de retraites : 12 o/o du traitement et des accessoires soumis à retenue.
(3) Pour les agents souscripteurs à une Caisse de Prévoyance : 1 o/o du traitement fixe.
(4) A compléter par le Service Médical.
(5) A compléter par le Chef local, si l'agent a demandé à la Compagnie de défendre ses intérêts.

Chemins de fer de l'Est

Matériel & Traction

Bureau du Personnel

ACCIDENT du travail

SURVENU A UN AGENT PAR LA FAUTE D'UN TIERS

-:-:-:-:- fait de guerre

Accident survenu le : 15 juin 1940

(I) PÉTREMENT Elvire Joseph Lion chauffeur de route à Belfort

L'agent a interrompu son service le : 15 juin 1940

et l'a repris le ~~de~~ 20 juin 1940 à Châteauvillain (H.^{te} maine)

SOINS MEDICAUX:

Nom du Médecin : Médecin Major Lieutenant Campana

Dates des consultations :

Dates des visites à domicile :

Lieu du domicile de l'agent : Belfort, (8^u) 22 rue Ernest Renay

DIAGNOSTIC : Brûlures de la face et des bras.

SOINS PHARMACEUTIQUES:

Nom du pharmacien :

Dates des ordonnances :

TRANSPORT EN AMBULANCE (ou autre moyen de locomotion).

Transporté à l'Hôpital de Châteauvillain par les allemands

HOSPITALISATION :

Hôpital ou
CliniqueSéjour : Entrée : 15.6.40 ^{départ} Sortie : 20.6.40Soins reçus
en dehors
du séjour

Pansements (2) :

Piqûres (2) :

Radiographies (2) :

Consultations (2) :

P.S.- Toutes les indications du recto de ce feuillet sont à compléter par le Chef local.

(I) Nom, prénom, grade, établissement.

(2) Nombres.

SOMMES A RECLAMER ET A FAIRE PORTER :

A - Au crédit du Service du Matériel et de la Traction (1)

- a) les sommes versées { Traitement
à l'agent pendant son { Indemnité de rési-
indisponibilité pour : { dence
{ Allocations pour
{ charges de famille..

Total (a)

- b) les autres charges { à la Caisse des
patronales supportées { Retraites (2)
pendant la durée de { à la Caisse de
l'exemption c'est-à- { Prévoyance (3).....
dire les allocations {

Total (b)

T O T A L (a+b)

B - Au crédit du Service Médical (3)

- a) Frais médicaux
b) Frais pharmaceutiques
c) Frais d'ambulance
d) Frais d'hospitalisation

T O T A L

TOTAL DES RECLAMATIONS DE LA COMPAGNIE

C - A la disposition de la victime :

- a) les gains non (1) { Traitement
réalisés pendant la { Primes diverses
durée de l'exemption { Indemnité de rési-
au titre de : { dence
{ Allocations pour
{ charges de famille..

Total

- b) autres réclamations(4) {
{
Total

TOTAL DES RECLAMATIONS DE LA VICTIME

(1)- A compléter par le Service comptable.

- (2)- Caisse des Retraites de 1891 : 16 % -
Caisse des Retraites de 1911 : 15 % -
Caisse de Prévoyance de 1870 : 1 % -
Caisse de Prévoyance de 1911 : néant -

(3)- A compléter par le Service Médical.

(4)- A compléter par le Chef local, si l'agent a demandé à la Compagnie de défendre ses intérêts.

COPIE

ACCIDENT ^{du travail}

survenu à un Agent par ^{fait de guerre} ~~la faute d'un tiers~~

Évaluation des conséquences financières de l'accident

Accident survenu le 16 Juin 40
à M (1) Riehl Charles Joseph mécanicien de route à Belfort
L'agent a interrompu son service le 16.6.40
et l'a repris le décédé le 18.6.40

Soins médicaux

Nom du Médecin Hôpital d'Héricourt
Diagnostic
Dates des consultations
Dates des visites à domicile
Lieu du domicile de l'agent Belfort (T.) 35 faubourg des Américains

Soins pharmaceutiques

Nom du pharmacien
Date des ordonnances

Transport en ambulance (ou autre moyen de locomotion)

Transporté à l'Hôpital d'Héricourt par une ambulance militaire

Hospitalisation

Hôpital ou clinique } Séjour 2 j. Entrée 16.6.40 ^{décédé} Sortie 18.6.40

Soins reçus en dehors du séjour

Pansements (2)
Piqûres (2)
Radiographies (2)
Consultations (2)

P.-S. — Toutes les indications du recto de ce feuillet sont à compléter par le Chef local.

(1) Nom, prénoms, grade et résidence.

(2) Nombre.

Sommes à réclamer et à faire porter :

A) *Au crédit du Service d*..... (1)

les sommes versées à l'agent
pendant son indisponibilité
pour (tant par la Société
Nationale que par la Caisse
de Prévoyance), au titre des
éléments ci-contre :

Traitement.
Prime représentative de logement
Indemnité de résidence.
Allocations pour charges de famille.....

Total

B) *Au crédit du Service médical :* (2)

a) Frais médicaux.
b) Frais pharmaceutiques
c) Frais d'ambulance.
d) Frais d'hospitalisation

Total

TOTAL DES SOMMES A RÉCLAMER PAR LA SOCIÉTÉ NATIONALE

C) *Au Crédit de la Victime :* (1)

a) les gains non
réalisés pen-
dant la durée
de l'exemption
au titre de :

Traitement
Primes représentative de logement
Primes diverses
Indemnité de résidence
Allocations pour charges de famille.

Total.

b) autres récla-
mations (3) }

Total.

TOTAL DES RÉCLAMATIONS DE LA VICTIME.

(1) A compléter par le service comptable (pour la Voie et Bâtiments, par l'Arrondissement)

(2) A compléter par le Service Médical.

(3) A compléter par le Chef local, si l'agent a demandé à la Société Nationale de défendre ses intérêts.

Région de l'EST

SERVICE :
Matériel et Traction

MOD. P - X 51

Nature de l'invalidité : Mort

COPIE

ACCIDENT du travail
survenu à un Agent par ^{fait de guerre} la faute d'un tiers

Évaluation des conséquences financières de l'accident

Accident survenu le 15 Juin 1940
à M. Holler Maurice François mécanicien de route à Belfort
L'agent a interrompu son service le 15.6.40 - tué par des éléments
et l'a repris le motorisés allemands à Châtavillain (H^e Marne)

Soins médicaux

Nom du Médecin

a été inhumé sur place

Diagnostic

Dates des consultations

Dates des visites à domicile

Lieu du domicile de l'agent

Belfort (Fr) 21 Avenue de la Pépinière.

Soins pharmaceutiques

Nom du pharmacien

Date des ordonnances

Transport en ambulance (ou autre moyen de locomotion)

Hospitalisation

Hôpital
ou clinique

Séjour

Entrée

Sortie

Soins reçus
en dehors du séjour

Pansements (2)

Piqûres (2)

Radiographies (2)

Consultations (2)

P.-S. — Toutes les indications du recto de ce feuillet sont à compléter par le Chef local.

(1) Nom, prénoms, grade et résidence.

(2) Nombre.

- 8 FEV 1941

Sommes à réclamer et à faire porter :

A) *Au crédit du Service d* (1)

les sommes versées à l'agent pendant son indisponibilité pour (tant par la Société Nationale que par la Caisse de Prévoyance), au titre des éléments ci-contre :	{	Traitement. . . . .	.....
		Prime représentative de logement	.....
		Indemnité de résidence. . . . .	.....
		Allocations pour charges de famille	.....
		Total . . . . .	.....

B) *Au crédit du Service médical :* (2)

a) Frais médicaux.

b) Frais pharmaceutiques

c) Frais d'ambulance.

d) Frais d'hospitalisation

Total

TOTAL DES SOMMES A RÉCLAMER PAR LA SOCIÉTÉ NATIONALE

C) *Au Crédit de la Victime :* (1)

a) les gains non réalisés pen- dant la durée de l'exemption au titre de :	{	Traitement . . . . .	.....
		Primes représentative de logement . . . . .	.....
		Primes diverses . . . . .	.....
		Indemnité de résidence . . . . .	.....
		Allocations pour charges de famille. . . . .	.....
		Total. . . . .	.....

b) autres récla-
mations (3) }

Total.

TOTAL DES RÉCLAMATIONS DE LA VICTIME.

(1) A compléter par le service comptable (pour la Voie et Bâtiments, par l'Arrondissement)

(2) A compléter par le Service Médical.

(3) A compléter par le Chef local, si l'agent a demandé à la Société Nationale de défendre ses intérêts.

Crac'hon

Nature de l'invalidité : Mort

ACCIDENT *du travail*

survenu à un Agent par *fait de guerre* ~~la faute d'un tiers~~

Évaluation des conséquences financières de l'accident

Accident survenu le *11 Mai 1944*
à M⁽¹⁾ *Fischer, Roger, Paul, Elève-mécanicien au Dépôt de Belfort*
L'agent a interrompu son service le *11 Mai 1944* - *Eue au cours*
et l'a repris le *du bombardement du dépôt d'Espinal*

Soins médicaux

Nom du Médecin

Diagnostic

Dates des consultations

Dates des visites à domicile

Lieu du domicile de l'agent *44 Rue Foltz à Belfort (Commune)*

Soins pharmaceutiques

Nom du pharmacien

Date des ordonnances

Transport en ambulance (ou autre moyen de locomotion)

Hospitalisation

Hôpital
ou clinique

Séjour

Entrée

Sortie

Soins reçus

en dehors du séjour

Pansements ⁽²⁾

Piqûres ⁽²⁾

Radiographies ⁽²⁾

Consultations ⁽²⁾

P.-S. — Toutes les indications du recto de ce feuillet sont à compléter par le Chef d'établissement.

(1) Nom, prénoms, grade et résidence.

(2) Nombre.

26.5.44

Sommes à réclamer et à faire porter :

A) *Au crédit du Service d*..... (1)

les sommes versées à l'agent
pendant son indisponibilité
au titre des éléments ci-
contre :

Traitement.
Prime représentative de logement
Indemnité de trafic
Indemnité de résidence.
Indemnité spéciale temporaire.
Allocations pour charges de famille.....

Total

B) *Au crédit du Service médical :* (2)

Frais médicaux.

C) *Au crédit de la Caisse de Prévoyance de la S.N.C.F. :*

Frais pharmaceutiques

Frais d'ambulance.

Frais d'hospitalisation

Total

TOTAL DES SOMMES A RÉCLAMER PAR LA SOCIÉTÉ NATIONALE

D) *Au Crédit de la Victime :*

a) les gains non
réalisés pen-
dant la durée
de l'exemption
au titre de : (1)

Traitement
Primes représentatives de logement
Primes diverses
Indemnité de trafic
Indemnité de résidence
Indemnité spéciale temporaire.
Allocations pour charges de famille.

Total.

b) autres récla-
mations (3)

.....
.....

Total.

TOTAL DES RÉCLAMATIONS DE LA VICTIME.

(1) A compléter par l'Etablissement comptable (pour la Voie et Bâtiments, par l'Arrondissement)

(2) A compléter par le Service Médical.

(3) A compléter par le Chef d'Etablissement, si l'agent a demandé à la Société Nationale de défendre ses intérêts.

298 ^{PT} 41 / 5

Dépt de Belfort

achetez directement l'état nominatif Semandi' au
Bureau du Personnel pour ce qui concerne les agents de
votre dépôt et de vos succursales; une copie de cet état
sera à m'adresser également

p. le chef s'enquiert!

7-8-41

officié
répon. à P. B.
8 AOU 1941
fait

SOCIÉTÉ NATIONALE
des
CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Service du Contentieux

Bureau AT

DÉPÔT DE BELFORT

CARTON N° A 18

DOSSIER A 6 h

Paris, le 1^{er} août 1941

Monsieur le Chef du Service
du Matériel et de la Traction
de la Région de l'Est

Le Fonds de Solidarité, en matière d'accidents du travail, nous fait remarquer que nous lui adressons actuellement des dossiers relatifs à des faits de guerre pour lesquels les pièces exigées par la loi du 24 octobre 1940 (déclaration d'accident et certificat médical) ne lui ont pas encore été envoyées.

Le Fonds menace de nous opposer la forclusion prévue par l'article 3 de cette loi.

Pour donner satisfaction à la demande précitée, vous voudrez bien envoyer directement au dit Fonds, dans la huitaine de cette lettre, les pièces indiquées ci-dessus pour toutes les affaires dans lesquelles l'envoi n'a pas encore été fait. D'autre part, il y aura lieu de me faire parvenir d'urgence les dossiers complets de tous les accidents ayant entraîné une incapacité permanente de travail ou la mort en m'indiquant à quelle date la déclaration a été adressée au Fonds de Solidarité.

Enfin, pour tous les accidents qui pourront, dans l'avenir, être dus à des faits de guerre, il y aura lieu d'envoyer les pièces indiquées au Fonds de Solidarité dans les 10 jours de l'accident.

P. le Chef du Contentieux,
Signature.

MATÉRIEL & TRACTION

TRES URGENT

Paris, le 4 août 1941

Bureau du Personnel

MM. les Chefs de Division
les Chefs de Subdivision
les Chefs d'Arrondissement,

N° 298 P.T. 41/5

Confirmation de ma transmission N° 2005 P.41/5 du
29 Mai 1941.

Vous voudrez bien transmettre directement, et de toute urgence, au Fonds de Solidarité, les documents prescrits, dans tous les cas où cette formalité aurait été omise.

En outre, et pour me permettre de faire parvenir au Contentieux les dossiers non encore en sa possession des accidents du travail par fait de guerre ayant entraîné une incapacité permanente ou la mort, vous ferez faire les démarches utiles auprès des Greffes des Justices de Paix intéressées, en vue d'activer les enquêtes légales; vous voudrez

.....

bien suivre de près ces affaires et m'adresser sans retard les copies des P.V. d'enquête, avec les pièces d'usage.

A ce sujet, je confirme aux Chefs d'Arrondissement que, lors de la transmission de ces affaires, ils auront à compléter, au passage, le rapport de l'Etablissement, en m'indiquant qu'ils ont bien envoyé les documents prescrits au Fonds de Solidarité. Ils devront, en outre, désormais, préciser la date à laquelle ils auront accompli cette formalité.

Enfin, pour permettre au Bureau du Personnel de vérifier qu'il a bien envoyé au Contentieux au moins un dossier provisoire dans tous les cas où ce Service doit être saisi, vous me ferez parvenir et inviterez tous vos Chefs d'Etablissement à me faire parvenir, directement et par retour du courrier, un état nominatif des agents victimes d'accidents du travail par fait de guerre, tués ou atteints d'une incapacité de travail permanente.

Le Chef du Service
du Matériel et de la Traction,

Thuffe

	Grade	Nature
Koller Maurice Fon	MR.	Fait le 15.6.40 par Chateauroux (H. Ham)
Pétrement Kilani Joseph Léon	CR	Blanc le 15.6.40 - d. - diad. le 20.6.40 à Chateauroux
Richel Charles Joseph	MR	Blanc le 16.6.40. diad. le 18.6.40 à Chateauroux
Duchanoy alfred Emile	MR	Blanc le 27.6.40 - Incapacité permanente de 100% - Réformé le 1.6.41 -
Petit Paul Yannis	MR	Blanc le 16.6.40 - Incapacité permanente de 15% - a repris son service le 21.7.41

fait le 8.8.41

5/1

SOCIÉTÉ NATIONALE
DES
CHEMINS DE FER FRANÇAIS

RÉGION EST

DIRECTION

N° 2989

PARIS, le 25 Août 1941

Monsieur le Chef du Service
du Matériel et de la Traction

17550
DÉPÔT DE BELFORT

CARTON N°

DOSSIER,

A18

AGH

Je vous prie de m'adresser la liste nominative (mod. ci-joint) des agents qui avaient été maintenus en service dans des localités évacuées en totalité ou partie et qui ont été tués ou blessés à leur résidence d'emploi ou de détachement au cours d'un bombardement, alors qu'ils n'étaient pas effectivement en service (agents tués ou blessés à leur domicile, ou dans la rue alors qu'ils venaient prendre leur service, etc...) même si, par une décision de ma part, ces agents ont été considérés comme tués en service.

MM. NARPS
WISDORFF
RIDET

P. le Directeur de
l'Exploitation,
Le Chef des Services Administratifs
signé: JOUFFROY

Monsieur le Chef de Dépôt
à Belfort

Pour les suites
Ensignement par courrier
Le Chef d'Arrondissement

29 AOU 1941

daté main
60.8.24 MR
S 9

Indice
Suites à jour
30 AOU 1941

TSVP

MATERIEL & TRACTION

Bureau du Personnel

N° 318 PT 41/5

PARIS, le 27 Aout 1941

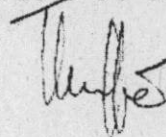
Nm
47
Col

Monsieur,

Je vous prie de me fournir pour le 3 septembre 1941
au plus tard, les renseignements demandés sur état ci-joint.

(Vous indiquerez notamment, dans la colonne "obser-
vations", la date de l'accident et préciserez si l'agent a
été tué ou blessé et s'il s'agit d'un accident "en" ou
"hors" service (exemple: tué ES le, blessé HS le ...
.....).

P. le Chef du Service
du Matériel et de la Traction



Service M.T.

ETAT NOMINATIF des agents maintenus en service
 dans des localités évacuées en totalité ou partie
 et qui ont été victimes d'un bombardement alors
 qu'ils n'étaient pas effectivement en service.

Nom, prénoms	Grade et résidence d'emploi	Age et situa- tion de famille	Services utiles pour la retraite	Circonstan- ces dans lesquelles l'agent a été accidenté	Décision pri- se par le Directeur de l'Exploitation en vue de l'application de la loi du 9.4.98	Observa- tions
NEANT						
(1) Division (2) Arrondissement (3) Etablissement						

Le Chef de Dépôt principal

30 AOU 1941

5/9

S.N.C.F.

Service Central
du Personnel

1ère Division

Réf. P. 8817

DÉPÔT DE BELFORT

CARTON N° A18

DOSSIER A62

G - Tirage : 110 ex.

Paris, le 2 février 1943

Messieurs les Directeurs de l'Exploitation
des Régions

Copie clonée: A18A8f

En vertu des dispositions de la loi du 24 Octobre 1940, les agents de la S.N.C.F. qui restent atteints d'une incapacité permanente de travail à la suite d'une blessure en service causée par faits de guerre bénéficient d'une rente-accident servie par le Fonds de Solidarité.

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'il y a lieu, dans ce cas particulier, d'admettre le cumul de la rémunération S.N.C.F. avec la pension servie par le Fonds de Solidarité.

Dans le cas où l'incapacité dont l'agent est atteint ne permet pas son maintien dans son ancien emploi mais conduit à le muter à un grade inférieur, la mutation est prononcée dans les conditions prévues à l'article 76 du Fascicule X du Règlement du Personnel.

Il y aura lieu, le cas échéant, de redresser la situation des agents auxquels aurait été appliqué un régime autre que celui défini ci-dessus; la mesure aura effet rétroactif de la date à partir de laquelle la pension du Fonds de Solidarité a été accordée aux intéressés.

Le Directeur
Signé: BARTH.

Copie à M. le Chef du Service
du Matériel et de la Traction

Signé : VERNIER

6.2.43

MATÉRIEL & TRACTION

Bureau du Personnel

N° 23 PT 43/5

Paris, le 15 février 1943

Monsieur

Pour gouverner.

Le Bureau de Solde et les Etablissements comptables cesseront d'opérer les retenues faites sur le traitement des blessés E.S. par fait de guerre, en récupération des arrérages des rentes qui leur sont servies par le Fonds de Solidarité lorsqu'ils sont atteints d'I.P.P. Ils effectueront, d'autre part, le rappel des sommes ainsi retenues, ainsi que celui des premiers arrérages des rentes, directement versés par ces agents.

Les Chefs d'Etablissement informeront les intéressés de ces nouvelles dispositions.

Monsieur le Chef de Dépôt
à Belfort
Pour les suites

Le Chef d'Arrondissement
Belfort

16 FEV 1943

P. le Chef du Service
du Matériel et de la Traction,

Monet

BON DE COMBUSTIBLE N° _____
OU DE BOIS DE CHAUFFAGE

EST. — MOD. P-XII-2^A

A LIVRER A LA GARE DE (1) (EN SACS (1))

A REMETTRE A L'AGENT (1) **EN VRAC (1)**

Nom, Prénom et Grade de l'Agent N° d'attachement :

Marié ⁽¹⁾, Célibataire ⁽¹⁾, } avec { enfants ⁽²⁾ ou parents à charge
 Veuf ⁽¹⁾, Divorcé ⁽¹⁾ } sans {

Date d'entrée au chemin de fer (2)

Domicile (Localité, Rue, Numéro) _____

[illegible]

Etablissement d'emploi de l'Agent (4) Arrondissement

Dépôt ou Magasin livreur

NATURE DU COMBUSTIBLE OU DU BOIS	QUANTITÉ à LIVRER	PRIX UNITAIRE	PRIX TOTAL	Indication; le cas échéant, du nombre de sacs non restitués et à facturer.
Supplément pour livraison en sacs.....				
Somme à payer.....				

(1) Ce bon fait partie d'une demande comportant un autre bon N°

(1) Livraison à grouper.
(1) Sui vant disponibilités.

RETENUE A FAIRE en fois. (Voir (Instruction Générale n° 33)

<p>Timbre à date de l'Etablissement d'attache</p>	<p>Le Chef d</p>	<p>Timbre à date du fournisseur</p>
---	------------------	-------------------------------------

- (1) Rayer les mentions inutiles.
(2) Pour les demandes de bois seulement.
(3) Pour les livraisons effectuées dans Paris seulement
(4) Indicatif et adresse de l'établissement si l'agent n'appartient pas à la Région Est.

CARTON A18
Dossier AG h
MM. les Directeurs de l'Exploitation
des Régions,

Objet : Répercussion sur les éléments variables de la rémunération des absences consécutives à des blessures en service par faits de guerre.

Par ma lettre P 9106 du 23 Mars 1943, je vous ai indiqué les mesures à prendre pour assurer, à titre exceptionnel, le maintien de l'intégralité des primes de traction pendant les absences consécutives à des blessures en service par faits de guerre.

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'il y a lieu de prendre des mesures analogues pour assurer le maintien, également à titre exceptionnel, pendant les mêmes absences des éléments variables de rémunération ci-après :

- Primes de gestion
- Primes de production (SI) (AT)
- Prime de draisine
- Prime de conduite
- Prime de contrôle et de perception supplémentaire
- Primes fixes journalières de travail
- Supplément journalier de prime de travail accordé à certains agents du service du Matériel et de la Traction occupés temporairement à des fonctions autres que celles de leur grade.

En conséquence, pendant les absences consécutives en service par faits de guerre,

- il ne sera opéré aucune réduction sur les primes de gestion ;
- les agents bénéficiaires de primes de production recevront pour chaque journée d'absence une prime égale au quotient par 25 de la valeur moyenne mensuelle définie à l'art. 24 du fascicule II du Règlement du personnel.
- les agents bénéficiaires de la prime de draisine, de la prime de conduite, des primes de contrôle et de perception supplémentaire, des primes fixes journalières de travail, du supplément journalier de prime de travail, recevront pour chaque journée d'absence une prime égale au quotient par 25 des sommes perçues à ce titre au cours du mois, compté de quantième à quantième qui a précédé le jour de l'accident.

(Ces dispositions auront effet du 1er Juillet 1943.

Le Directeur,
signé : BARTH.

M. WISDORFF ;

P) Le Directeur de la Région
signé : MONET.

MT/E - PERS

MM. les Chefs de Division
subdivision
d'arrondissement,

(N° 94 Pb2)

classement p2a

Pour les suites utiles.

La lettre n° P 9106 rappelée ci-contre concerne uniquement les primes "traction" elle a été communiquée à DTRA et à SBC sous le N° 188 P 43/D du 6-4-43. ABCWA

Paris, le 17-8-43

Signé : KENTFER

Dépôt de : Belfort

Les suites.

31-8-43 Le Chef d'Arrondissement

Genet
M. Pety
M. Pety

Luc
Bismont
Boudier
Sinou
Pour approbation
1 SEP 1943

SOCIÉTÉ NATIONALE
DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS
Région de l'EST

SERVICE :

EST. - MOD. P-XII-2 A

BON DE COMBUSTIBLE N°

OU DE BOIS DE CHAUFFAGE

A LIVRER A LA GARE DE (1).

EN SACS (1)

A REMETTRE A L'AGENT (1)

EN VRAC (1)

Nom, Prénom et Grade de l'Agent.

N° d'attachement :

Marié (1), Célibataire (1), } avec } enfants (2) ou parents à charge
Veuf (1), Divorcé (1) } sans }

Date d'entrée au chemin de fer (2)

Domicile (Localité, Rue, Numéro)

étage (descente (1) montée (1) distance mètres). (3)

Etablissement d'emploi de l'Agent (4)

Arrondissement

Dépôt ou Magasin livreur

NATURE DU COMBUSTIBLE OU DU BOIS	QUANTITÉ À LIVRER	PRIX UNITAIRE	PRIX TOTAL	Indication, le cas échéant, du nombre de sacs non restitués et à facturer.
Supplément pour livraison en sacs.....				
Somme à payer.....				
(1) Ce bon fait partie d'une demande comportant un autre bon N°				(1) Livraison à grouper. (1) Suivant disponibilités.

RETENUE A FAIRE en fois (Voir (Instruction Générale n° 33)

Date d'établissement du bon
Le 19.....

Le Chef d

Timbre à date du fournisseur

Titulaire du bon.....

N°.....

SACS	QUANTITÉ	DATES	PRIX
Livrés.....			
Restitués.....			
Différence au compte du preneur . . .			

(1) Rayer les mentions inutiles.

(2) Pour les demandes de bois seulement.

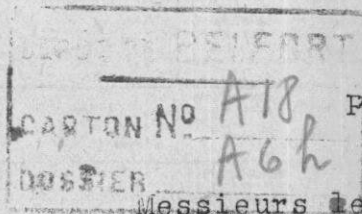
(3) Pour les livraisons effectuées dans Paris seulement

(4) Indicatif et adresse de l'établissement si l'agent n'appartient pas à la Région Est.

4

S. N. C. F.

MT/E

N° 228 PB 3
(Cl^t : P 10 b)

G - Tirage : 100 ex.

Paris, le 1^{er} Septembre 1943Messieurs les Chefs de Division
Subdivision
d'Arrondissement
et assimilés.

Le Service du Fonds de Solidarité chargé du règlement des accidents du travail par faits de guerre, a transféré ses bureaux; son adresse est désormais la suivante : Ministère du Travail (Service du Fonds de Solidarité) 4, rue de Presbourg, Paris.

Sont à modifier en conséquence :

- * - la lettre N° 3688 du 6.11.1940 de la Direction (ma transmission N° 2125 P.40/5 du 9.11.1940);
- * - la lettre "Bureau AT" du 18.1.1941 du Service du Contentieux (ma transmission N° 36 PT 41/5 du 30.1.1941);
- * - la lettre "Bureau AT - Aff. Fonds de Solidarité" du 5.2.1943 du Service du Contentieux (ma transmission N° 231 P.43/5 du 15 février 1943).

P. le Chef du Service
du Matériel et de la Traction,

h. Luce
h. Pétion
Suite
3
4 SEP 1943

B3/3

Tirage : 115 ex.

S. N. C. F.

Paris, le 1er avril 1944

Service
du Contentieux

Monsieur le Directeur du Service
Central du Personnel

Vous avez bien voulu me demander comment devait être considéré l'agent tué ou blessé au cours d'un bombardement aérien alors qu'il s'est réfugié volontairement dans un abri autre que ceux de la S.N.C.F.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que cette question nous a déjà été posée à plusieurs reprises et que nous avons admis jusqu'alors, après un examen attentif du cas d'espèce, qu'il y avait accident du travail.

En effet, en raison de l'insuffisance de certains de nos abris et du fait que les installations de la S.N.C.F. sont particulièrement visées par l'aviation, nous ne saurions refuser à nos agents l'autorisation expresse ou tacite de se réfugier, si possible, en cas d'alerte, hors de la zone la plus dangereuse.

Dès lors que du fait de l'alerte, l'agent est autorisé à suspendre son travail et à chercher un abri, on ne saurait lui reprocher de choisir un abri présentant le maximum de sécurité, compte tenu des possibilités locales.

Jusqu'alors, la jurisprudence n'a ni confirmé, ni infirmé notre thèse et le Fonds de Solidarité n'y a fait aucune opposition.

Le Chef du Contentieux,
signé: AURENGE

Service Central
du Personnel
1ère Division

25 mai 1944

Copie adressée à Messieurs les Directeurs
de l'Exploitation des Régions, à titre
de renseignement.

Copie à
MM. WISDORFF
RIDET
DOUDRICH
MOJET

L'Ingénieur en Chef au Service
Central du Personnel,
signé: FATALOT

Copie à Monsieur WISDORFF
Paris, le 2 juin 1944
L'Ingénieur en Chef,
Chef des Services Administratifs,
signé: MOJET

MT/E

Paris, le 12 juin 1944

N° 1107 PB.3

(Cl^t: P 10 c)

Messieurs les Chefs de Division
de Subdivision
d'Arrondissement
et assimilés

Dépôt de Belfort

Pour gouverner,

P. le Chef du Service
du Matériel & de la Traction,

Pour prendre note.

Le Chef d'Arrondissement

15 JUIN 1944

16 JUIN 1944

12
CHEMINS DE FER DE L'EST

MATÉRIEL & TRACTION

Bureau du Personnel

N° P/11

Paris, le

Monsieur le Chef de dépôt
à

nant d

Ci-joint demande de combustible de chauffage éma-
agent retraité du Réseau
habitant dans la circonscription de votre dépôt.

Je vous prie de faire le nécessaire.

P. l'Ingénieur en Chef
du Matériel et de la Traction et p.o.,
Le Chef de Bureau Principal
du Bureau du Personnel,

12
CHEMINS DE FER DE L'EST

MATÉRIEL & TRACTION

Bureau du Personnel

N° P/11

Paris, le

Monsieur le Chef de dépôt
à

nant d

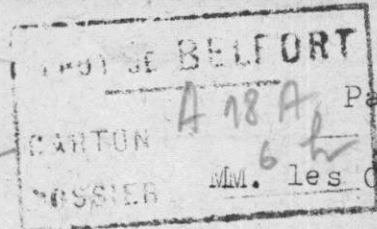
Ci-joint demande de combustible de chauffage éma-
agent retraité du Réseau
habitant dans la circonscription de votre dépôt.

Je vous prie de faire le nécessaire.

P. l'Ingénieur en Chef
du Matériel et de la Traction et p.o.
Le Chef de Bureau Principal
du Bureau du Personnel,

BS/7
SNCF-MT/E

N° 1031 PB3
(Clt P10 c)



G - Tirage: 100 ex.

A 18 A6 h

Paris, le 9 Mai 1944

MM. les Chefs de Division
Subdivision
d'Arrondissement
et assimilés.

Le Service P me demande de lui remettre le cas des agents qui ont pu être tués ou blessés par fait de guerre en dehors du service en se rendant à leur travail, et celui des agents qui auraient dû être rétrogradés ou mis à la réforme à la suite de blessures survenues dans ces conditions.

Je vous rappelle que par ma note 567 Pb 1/44 du 29.4.44 je vous ai indiqué les règles à suivre jusqu'à nouvel ordre pour la reprise du travail en cas d'alerte. Mais, les renseignements présentement demandés devraient néanmoins m'être fournis pour tous les cas d'agents tués ou blessés en se rendant à leur service quels que soient les motifs qui ont pu les conduire à venir prendre leur travail en dépôt de l'alerte.

Dépôt de Belfort,

Le Chef du Service
du Matériel et de la Traction

Prendre note et donner les suites le cas échéant.

11-5-44

P) Le Chef d'Arrondissement,

Beynet

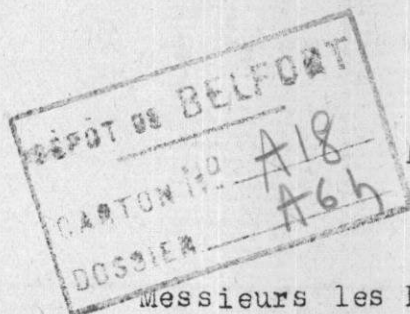
Thiery

M. Lue
13 rue Paris

SERVICE CENTRAL
DU PERSONNEL

1ère Division

N° P.1429



A3/G.
W - Tirage = 180 ex.
Paris, le 31 janvier 1945

Messieurs les Directeurs des Régions,
Messieurs les Directeurs des Services Centraux,

Par lettre P. 4917 du 24 mars 1941, relative aux accidents du travail du fait de la guerre, je vous ai prescrit de signaler au Service du Fonds de Solidarité (Ministère du Travail) dans les 10 jours qui suivent l'accident, les cas d'accidents en service consécutifs à des faits de guerre.

Une ordonnance en date du 15 décembre 1944 parue au J.O. du 16 décembre ayant porté à 1 mois le délai prévu pour l'envoi au ministre du Travail et de la Sécurité Sociale des déclarations d'accident, je vous serais obligé de vouloir bien prendre note de cette modification.

P. le Directeur,
Le Chef de la Division Centrale
de l'Administration du Personnel,
signé: FATALOT

M. BIGOT
5.2.45

P. le Chef des Sces Administratifs,
L'Inspecteur Principal adjoint,
signature.

Matériel et Traction

PERS - A

N° 1490 PA.3
(Cl^t: P.10 c)

Paris, le 12 février 1945

Messieurs les Chefs de Division,
Subdivision,
d'Arrondissement
et assimilés,

Pour prendre note.

La lettre P. 4917 du 24.3.1941 a fait l'objet de mon transmis n° 2005 P 41/5 du 29.5.1941.

Je rappelle que le Service du Fonds de Solidarité a été transféré 4, rue de Presbourg, Paris.

Monsieur le Chef de Dépôt

P. le Chef du Service M.T.

P. le Chef de la Division

du Service Général,

15 FEVR 1945

Le Chef d'Arrondissement

KEUFFER

BON DE COMBUSTIBLE N°

OU DE BOIS DE CHAUFFAGE

EST. — MOD. P-XII-2 A

A LIVRER A LA GARE DE (1)

A REMETTRE A L'AGENT (1)

{ EN SACS (1)

{ EN VRAC (1)

Nom, Prénom et Grade de l'Agent

N° d'attachement :

Marié (1), Célibataire (1), } avec
Veuf (1), Divorcé (1) } sans } enfants (2) ou parents à charge

Date d'entrée au chemin de fer (2)

Domicile. (Localité, Rue, Numéro)

étage (descente (1) montée (1) distance mètres). (3)

Etablissement d'emploi de l'Agent (4)

Arrondissement

Dépôt ou Magasin livreur

NATURE DU COMBUSTIBLE OU DU BOIS	QUANTITÉ à LIVRER	PRIX UNITAIRE	PRIX TOTAL	Indication, le cas échéant, du nombre de sacs non restitués et à facturer.
Supplément pour livraison en sacs.....				
Somme à payer.....				
(1) Ce bon fait partie d'une demande comportant un autre bon N°				{ (1) Livraison à grouper. (1) Suivant disponibilités.

RETENUE A FAIRE en.....fois. (Voir (Instruction Générale n° 33)

Timbre à date de l'Etab. d'attache

Le Chef d

Timbre à date du fournisseur

ECHELONNEMENT DES RETENUES

Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre

(1) Rayer les mentions inutiles.

(2) Pour les demandes de bois seulement.

(3) Pour les livraisons effectuées dans Paris seulement

(4) Indicatif et adresse de l'établissement si l'agent n'appartient pas à la Région Est.

Ce que doit faire	Opérations	Observations
l'Etablissement	<p>En cas de rechute, <u>survenant dans le délai de révision</u>, d'un accident du travail par faits de guerre, la récupération des sommes engagées est effectuée par le Contentieux, sur le Fonds de Solidarité, selon les modalités exposées plus haut pour l'exemption originelle.</p> <p>Dans ce cas : - complète le P-X-51 par la formule : "Etat complémentaire - "Rechute".</p>	<p>Si l'affaire a déjà été réglée par le Contentieux, l'Arrondissement, en lui transmettant le nouveau P-X-51, rappelle au Contentieux le N° affecté à l'affaire par ce Service.</p>
l'Etablissement	<p><u>Accidents consécutifs à des sabotages</u> (Dispositions applicables aux accidents survenus depuis le 1^{er} janvier 1943).</p> <p>Ces accidents donnent lieu aux mêmes formalités que les accidents résultant de faits de guerre, sous la seule réserve suivante : - modifie le titre de l'état mod. P-X-51 (évaluation des conséquences financières de l'accident) <u>au rouge</u>, comme suit : "Accident du travail survenu à un agent et consécutif à un sabotage".</p> <p>Les rechutes de ces accidents sont traitées comme celles des accidents survenus par faits de guerre.</p>	<p>Entrent dans cette classification les accidents dus à toute action entreprise, soit par des organisations de résistance dans le but de nuire directement à l'ennemi (destructions d'ouvrages, de voies ferrées, attaques de convois, etc...) soit contre ces organisations.</p>

BON DE COMBUSTIBLE N° _____
OU DE BOIS DE CHAUFFAGE

A LIVRER A LA GARE DE (1) **EN SACS** (1)

A REMETTRE A L'AGENT (1) **EN VRAC** (1)

N°5 PA/2-45.

D. BELFORT

A.18.A.6.h.

Paris, le 6 Janvier 1945.

DÉPÔT

CARTON A 18

Messieurs les Chefs de Division, ... Arrondissement,

Pour me permettre de renseigner la Direction Régionale, je vous prie de me faire parve-
nir le plus rapidement possible un état (même néant) du modèle ci-dessous concernant les
agents de votre circonscription décédés hors service par faits de guerre entre le 1er oc-
tobre et le 31 décembre 1944, et qui avaient au jour de leur décès au moins un enfant de
moins de 18 ans.

Cet état devra faire mention des agents décédés antérieurement au 1er octobre 1944 qui
n'auraient pas figuré sur vos états précédents, ainsi que de ceux pour lesquels des ren-
seignements complets n'auraient pu être fournis.

Nom de l'agent	Emploi et résidence	Adresse de la veuve ou des parents ayant la charge effective des orphelins	Nombre d'enfants de moins de 18 ans au jour du décès	Montant de secours qui aurait été versé par la SNCF s'il s'était agi d'un agent tué en service (article 11 du fascicule XVIII du Règlement du Personnel)	Montant des secours déjà versés		
					Par la S.N.C.F.	par le	Total
					CP 1911 Région	Adver- sité	CNSC
JENER	OPAS	me veuve JENER	1 enfant	2916 F	-	-	-
Jacqueline	D. Belfort	18 Rue du Paquis à Héricourt					

1519
480
402

2901
85

10505
8203

101535

2901
1015

3916

Belfort le 22.1.45
E.C.D.

P. Le Chef du Service
du Matériel et de la Traction,
Signé: KEUFFER.

Dépôt de Belfort

Etat en 2 exemplaires pour le 17 sans faute. Vous devez être à même de fournir cette
fois cet état avec des renseignements au complet. Ne pas omettre de remplir la colonne 5
comme cela s'est produit précédemment.

11.1.45.

M. E. Gault
16/1/45

P. Le Chef d'Arrondissement,

(Signature)

DEPOT DE BELFORT
=====

**ETAT DES AGENTS DECEDES HORS SERVICE PAR FAITS DE GUERRE ENTRE
LE 1er OCTOBRE ET LE 31 DECEMBRE 1944, ET QUI AVAIENT AU JOUR DE LEUR
DECES AU MOINS UN ENFANT DE MOINS DE 18 ANS**

Nom de l'agent	Emploi et résidence	Adresse de la veuve ou des parents ayant la charge effective des orphelins	Nombre d'enfants de moins de 18 ans au jour du décès	Montant du secours qui aurait été versé par la S.N.C.F. s'il s'était agit d'un agent tué en service (article 11 du fascicule XVIII du Règlement du Personnel)	Montant des secours déjà versés				
					par la S.N.C.F.			par le	Total
					CP 1911	Région	Adversité	CNSC	
SENER Jacques Emile	OAJ DEPOT de BELFORT	Mme Vve SENNER 18 Rue du Paquis à HERICOURT	1 enfant	3916.-	-	-	-	-	-

Belfort, le 22.1.45
Le Chef de dépôt,
signé DEGY

DEPOT DE BELFORT

ETAT DES AGENTS DECEDES HORS SERVICE PAR FAITS DE GUERRE
ENTRE le 1er Avril et le 30 Septembre 1944, ET QUI AVAIENT
AU JOUR DE LEUR DECES AU MOINS UN ENFANT DE MOINS DE 18 ANS

NOM DE L'AGENT	EMPLOI ET RESIDENCE	Adresse de la Veu- ve ou des parents ayant la charge ef- fective des orphe- lins.	Nombre d'en- fants de moins de 18 ans au jour du dé- cès.	Montant du secours qui aurait été versé par la SNCF s'il s'était agi d'un agent tué en ser- vice (art.11 de la note 2A2).	Montant des Secours déjà versés par la S.N.C.F.			par le SNSC	Total
					CP 1911	Région	Adver- sité		
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)
VUILLEMINÉY André	MV D.BELFORT	BREUCHOTTE par RADDON (Hte Saône)	1 en- fant	2483				6.000	
RAMONDOT Fernand	AIOAJ D.BELFORT	COLOMBIER (Hte Saône)	2 en- fants	3654	Versés par le dépôt de Vesoul				
SENEH Jacques Emile	OAJ D.BELFORT	18 Rue du Paquis à HERICOURT	1 en- fant	3301					

BELFORT, le 3 Janvier 1945
Le Chef de dépôt,

Paris, le 13 Octobre 1944

A 18 A 6 H

Messieurs les Chefs d'Arrondissement,

Pour me permettre de renseigner la Direction Régionale, je vous prie de m'indiquer d'urgence un état (même néant) du modèle ci-dessous concernant les agents de conscription décédés hors service par faits de guerre entre le 1er Avril et le 30 Septembre 1944, et qui avaient au jour de leur décès au moins un enfant de moins de 18 ans.

DÉPÔT DE BELFORT

Nom de l'agent	Emploi et résidence	Adresse de la veuve ou des parents ayant la charge effective des orphelins.	Nombre d'enfants de moins de 18 ans au jour du décès	Montant du secours qui aurait été versé par la SNCF s'il s'était agi d'un agent tué en service (art. 11 de la note 2A2).	Montant des secours déjà versés				
					par la S.N.C.F.		Adversité	par le SNSG	Total
					CP I9II	Région			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
VUILLEMIN	M. D. Belfort	Breuchotte	1 enfant	24835	---	---	---	6222	---
Ramondet	A10 AJ D. Belfort	Colombier (Haut saone)	2 enfants	3654	Versé par le dépôt de Vesoul				
Sonier	CHJ D. BELFORT	18 Rue du Paquis à Héricourt	1 enfant	33017	---	---	---	---	---

P. Le Chef du Service du Matériel et la Traction,
Signé: KEUFFER.

Monsieur le Chef de Dépôt à Belfort
Renseignements par courrier sans faute.
Vesoul, le 24 Octobre 1944. P. Le Chef d'Arrondissement,

M. E. failly
27/11/44

Berthelot

1519
950
102
1100
3321
2483

1102
950
1102
800
3321

SNCF - MT/E

Subdivision
du Personnel

PERS-A

N° 1568 PA3

(Cl^t : P 10 C)

Paris, le

W - Tirage : 100 ex.

CLASSEMENT A18

9 avril 1945

BOULEVARD A6h

A 18 A6h
3

Messieurs les Chefs de Division)
de Subdivision) ex-EST
d'Arrondissement) seu-
et assimilés) lement

OBJET - Déclaration au Fonds de Solidarité des accidents du travail consécutifs à des actes de sabotage.

Par lettre N° 1465 PA3 du 24-1-1945, je vous ai informés que le Fonds de Solidarité prenait à sa charge, en les considérant comme résultant de faits de guerre, les accidents du travail dont les agents et auxiliaires ont été victimes depuis le 1er janvier 1943, à la suite d'actes de sabotage.

Je vous ai prescrit notamment d'adresser d'urgence, par lettre recommandée au dit organisme, une copie certifiée conforme de la déclaration d'accident et du certificat médical déposés à la Mairie.

Je vous prie de prendre note que, pour tous les accidents de l'espèce survenus du 1er janvier 1943 au 14 mars 1945, le Fonds de Solidarité devra être saisi, dans la forme prescrite, avant le 15 avril 1945. Dans le cas où, pour certains accidents, cette formalité aurait été omise, il conviendrait donc de la remplir de toute urgence.

Enfin, pour les accidents ayant pu se produire depuis le 15 mars 1945 et pour ceux qui surviendraient désormais, vous voudrez bien ne pas perdre de vue que la déclaration au Fonds de Solidarité doit être faite dans le délai maximum d'un mois (lettre P 1429 du 31-1-1945 du Service Central P - mon transmis N° 1490 PA3 du 12-2-1945).

P. Le Chef de la Division
du Service Général,
OUDOT

P.L.
Reçu
13.4.45

[Signature]

M. Seren

BON DE COMBUSTIBLE N°

OU DE BOIS DE CHAUFFAGE

EST. — MOD. P-XII-2 A

A LIVRER A LA GARE DE (1)

A REMETTRE A L'AGENT (1)

EN SACS (1)

EN VRAC (1)

Nom, Prénom et Grade de l'Agent

N° d'attachement :

Marié (1), Célibataire (1), } avec } enfants (2) ou parents à charge
Veuf (1), Divorcé (1) } sans }

Date d'entrée au chemin de fer (2)

Domicile (Localité, Rue, Numéro)

étage (descente (1) montée (1) distance mètres). (3)

Etablissement d'emploi de l'Agent (4) :

Arrondissement

Dépôt ou Magasin livreur

NATURE DU COMBUSTIBLE OU DU BOIS	QUANTITÉ à LIVRER	PRIX UNITAIRE	PRIX TOTAL	Indication, le cas échéant, du nombre de sacs non restitués et à facturer.
Supplément pour livraison en sacs.....				
Somme à payer.....				
(1) Ce bon fait partie d'une demande comportant un autre bon N°				(1) Livraison à grouper. (1) Suivant disponibilités.

RETENUE A FAIRE en.....fois. (Voir (Instruction Générale n° 33)

Date d'établissement du bon
Le.....19....

Le Chef d

Timbre à date du fournisseur

Titulaire du bon.....

N°.....

SACS	QUANTITÉ	DATES	PRIX
Livrés.....			
Restitués.....			
Différence au compte du preneur....			

(1) Rayer les mentions inutiles.

(2) Pour les demandes de bois seulement.

(3) Pour les livraisons effectuées dans Paris seulement

(4) Indicatif et adresse de l'établissement si l'agent n'appartient pas à la Région Est.

S.N.C.F.

Dépôt de BELFORT

Région de l'EST

Service de la Traction

Agents blessés hors service par faits de guerre
et ayant repris leur service
(interruption supérieure à 6 mois)

(Suite à lettre N°I706 PA3 du 21.6.45 DE Mr. le Chef du Service M^t)

Nom et prénom	Grade et résidence	Date de commis- sionne- ment	Situation de famille (âge des enfants)	Quali- té des ser- vices	Date de la bles- sure	Date de reprise de service	Natu- re de la blessu- re	Obser- va- tions
PILAT Maurice	CFRU D.Belfort	8.9.30	Marié sans enfant	Normal	5.9.44	8.3.45	Plaie par balle cuisse droite avec lésion du nerf sciati- que	Interruption de service 163 jours

BELFORT, le 2.7.45

L'Inspecteur Divisionnaire
signé: LOUIS

Région de l'EST Agents blessés hors service par faits de guerre
et ayant repris leur service

Service de la traction (interruption supérieure à 6 mois)

(suite à lettre N° 1706 PA3 du 24.6.45 de M. G. Chef du Service MT.)

Nom et prénom	Grade et résidence	Date de commissionnement	Situation de famille (âge des enf.)	Qualité des services	Date de la blessure	Date de reprise de service	Nature de la blessure	Observations
Pilat Maurice	CFRU D. REL FORT	8.9.30	Marie sans enfant	Normal	5.9.44	8.3.45	Plaie par balle course chorte avec lésion du nerf sciatique	Interruption de service 183 jours

Refort 62-7-45
S. I. D.

S.N.C.F.

A3/12
W - Tirage : 145 ex.

Région de l'EST

Agents blessés hors service par faits de guerre
et n'ayant pas encore repris leur service
(interruption supérieure à 6 mois)

Service d

Nom et prénom	Grade et résidence	Date de commissionnement	Situation de famille (âge des enfants)	Qualité des services	Date de la blessure	Nature de la blessure	Avis du Sce Médical sur les possibilités de reprise de service de l'intéressé et durée approximative de l'interruption	Observations

**SOCIÉTÉ NATIONALE
DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS**

REGION D

SERVICE :

MOD. P-XXI-1^{er} (1).

ANNEXE N° _____

au Contrat de Travail

passé le _____

entre la Société Nationale des Chemins de Fer Français

et M _____

Le contrat de travail d'embauchage à la journée, en date du _____

renouvelable pour une durée égale jusqu'à un maximum de dix journées consécutives,

étant expiré et résilié de plein droit, je reconnais que la S. N. C. F. m'embauche à

nouveau dans les mêmes conditions à la date du _____.

A _____, le _____ 193

(Signature) ..

(1) Modèle à utiliser pour la reconduction du Contrat dans le cas visé au § C de la formule d'embauchage P-XXI-1.

SERVICE CENTRAL
DU PERSONNEL

A3/12

W - Tirage : 145 ex.

1^{ère} Division

PARIS, le 2 juin 1945

Pe N° 480

MM. les Directeurs des Régions
M. le Directeur du Service Central
des Approvisionnements

Par lettre P.1441 du 7 février 1945 je vous ai prescrit de traiter les agents blessés hors service par faits de guerre comme des agents blessés hors service ordinaires, étant entendu toutefois que la prime de fin d'année des agents blessés par faits de guerre ne serait pas réduite.

Je vous prie de me signaler les agents qui, blessés hors service par faits de guerre, auraient interrompu leur service pendant plus de 6 mois et n'auraient ainsi plus bénéficié que de la 1.2 solde pendant une partie de leur absence.

(Si certains de ces agents n'ont pas encore repris leur service vous voudrez bien me faire connaître si le Service Médical les juge capables de reprendre un jour leur service et au bout de combien de temps approximativement.

En me signalant le cas des intéressés vous voudrez bien m'indiquer la nature de leurs blessures.

Copie à MM. BIGOT
LEFORT
OUDOTTE
MONET

P. le Directeur
Le Chef de la Division Centrale
de l'Administration du Personnel
signé: FATALOT

Copie à M. BIGOT avec prière de bien vouloir m'adresser, en double exemplaire, un état de chacun des modèles ci-joints.

PARIS, le 13 juin 1945

P. le Chef des Services
Administratifs
L'Inspecteur Principal adjoint
signature

MATERIEL & TRACTION

PARIS, le 21 juin 1945

PERS-A

MM. les Chefs de Division
Subdivision
d'Arrondissement
et assimilés

N° 1706 PA3
(Cl^t : P 10 a)

Veuillez me faire parvenir, pour le 5.7.1945 et sous la forme prescrite, les renseignements demandés.

A défaut de rapport médical explicite le renseignement visé en A sera demandé verbalement au Médecin de Section.

Les états me seront fournis par Arrondissement et en un seul exemplaire. PERS-B m'adressera un état unique pour l'ensemble du Service Régional.

BELFORT

Renseignements sous la forme prescrite à me faire parvenir pour le 2 Juillet au plus tard.

P. le Chef du Service
du Matériel et de la Traction
Le Chef de la Subdivision
du Personnel
KEUFER

P. le Chef d'Arrondissement,

23.6.45.

an Spawer.

Benetto

24 JUIN 1945

**SOCIÉTÉ NATIONALE
DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS**

REGION D

SERVICE :

MOD. P-XXI-1^{re} (1).

ANNEXE N° _____

au Contrat de Travail

passé le _____

entre la Société Nationale des Chemins de Fer Français

et M _____

Le contrat de travail d'embauchage à la journée; en date du _____

renouvelable pour une durée égale jusqu'à un maximum de dix journées consécutives,
étant expiré et résilié de plein droit, je reconnais que la S. N. C. F. m'embauche à
nouveau dans les mêmes conditions à la date du _____.

A _____, le _____ 193_____

(Signature).

(1) Modèle à utiliser pour la reconduction du Contrat dans le cas visé au § C de la formule d'embauchage P-XXI-1.

A3/12

S.N.C.F.

SERVICE DU CONTENTIEUX

Bureau A.R.

Dossier N° 17.583 G.L/EST

Actes de sabotage

G - Tirage : 90 ex.

PARIS, le 11 septembre 1944

45 Rue St-Lazare (9°)

Monsieur le Chef du Service
du Matériel et de la Traction
Région de l'EST

Vos références : PERS B3/11 - S.N.C.F. - MT/E N° 1243 PB3.

Par votre note du 29 juillet dernier vous me demandez de vous renseigner en ce qui concerne la récupération des dépenses occasionnées à la S.N.C.F. par les accidents survenus aux agents de cette Société à la suite d'actes de sabotage.

Ainsi que vous l'observez il est généralement impossible d'identifier les auteurs de ces actes et, par conséquent, d'agir contre ceux-ci.

Cependant on peut soutenir qu'il s'agit d'opérations de guerre, ce qui permettrait d'exercer un recours contre l'Etat Français.

Certaines décisions judiciaires ont été rendues dans ce sens mais jusqu'à présent du moins, très exceptionnellement, à l'occasion de cas d'espèces bien déterminés et au seul profit des victimes elles-mêmes.

Il est toutefois permis d'envisager que, dans l'avenir, l'indemnisation des victimes d'actes de sabotage sera facilitée et réglementée soit par une orientation favorable de la jurisprudence, soit par l'intervention de textes législatifs nouveaux.

Il convient, par conséquent, lorsqu'il s'agit d'un accident survenu "hors service" d'appliquer les dispositions de l'article 51 du fascicule X du Règlement du Personnel en laissant en blanc sur la quittance subrogatoire la désignation du tiers. Les signatures apposées sur les pièces justificatives des dépenses à récupérer devront être légalisées. Les dossiers relatifs aux affaires dont il s'agit devront m'être transmis dans tous les cas, même si l'interruption de service du blessé est inférieure à 20 jours afin de me permettre de faire le nécessaire sans retard le moment venu.

Les dossiers concernant les accidents du travail dus à des actes de sabotage devront être constitués et m'être transmis dans les mêmes conditions (pièces justificatives légalisées) mais bien entendu sans qu'il y soit joint des quittances subrogatoires.

P. le Chef du Contentieux
L'Inspecteur
signature

M. BAILLEUL (KEUFFER)^T

13.9.44

signé: WISDORFF

MT/E

N° 1302 PA3

(Cl^t : P.10 a)

PARIS, le 19 septembre 1944

Messieurs les Chefs de Division
Subdivision
d'Arrondissement
et assimilés

Pour les suites.

Ces dispositions sont à observer pour tous les accidents survenus par acte de sabotage.

.....

BON DE COMBUSTIBLE N°
OU DE BOIS DE CHAUFFAGE

EST. — MOD. P-XII-2 A

A LIVRER A LA GARE DE(1)

EN SACS(1)

A REMETTRE A L'AGENT(1)

EN VRAC(1)

Nom, Prénom et Grade de l'Agent

N° d'attachement :

Marié (1), Célibataire (1), } avec
Veuf (1), Divorcé (1) } sans } enfants (2) ou parents à charge

Date d'entrée au chemin de fer (2)

Domicile (Localité, Rue, Numéro)

étage (descente(1) montée(1) distance mètres). (3)

Etablissement d'emploi de l'Agent (4)

Arrondissement

Dépôt ou Magasin livreur

NATURE DU COMBUSTIBLE OU DU BOIS	QUANTITÉ à LIVRER	PRIX UNITAIRE	PRIX TOTAL	Indication, le cas échéant, du nombre de sacs non restitués et à facturer.
Supplément pour livraison en sacs.....				
Somme à payer.....				
(1) Ce bon fait partie d'une demande comportant un autre bon N°				{ (1) Livraison à grouper. (1) Suivant disponibilités.

RETENUE A FAIRE en.....fois. (Voir (Instruction Générale n° 33)

Timbre à date de l'Etab. d'attache

Le Chef d

Timbre à date du fournisseur

ECHELONNEMENT DES RETENUES

Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre

- (1) Rayer les mentions inutiles.
(2) Pour les demandes de bois seulement.
(3) Pour les livraisons effectuées dans Paris seulement
(4) Indicatif et adresse de l'établissement si l'agent n'appartient pas à la Région Est.

Elles entraînent les modifications suivantes qui sont à apporter au tableau annexé à la lettre N° 201 PB3 du 30.8.43 :

page 4 - colonne Opérations : "Agents blessés par le fait de l'Armée d'occupation"

A ce titre :

ajouter : "ou par sabotage"

1^{ère} opération :

- l'Etablissement établit un rapport de blessure mod.PX 39

ajouter : "ou PX 62 (suivant que l'accident est HS ou ES)"

9^e opération, modifier comme suit le texte :

- l'Arrondissement - précise sur le PX 52, suivant le cas, que ce dossier..... des sommes à récupérer pour les blessés par le fait de l'Armée d'occupation ou que cet accident est consécutif à un acte de sabotage.

colonne "Observations"

Au paragraphe : Cet état doit porter, en haut.....

ajouter : "ou bien celle : "Accident résultant d'un acte de sabotage".

Ces modifications sont à faire à la plume.

P. le Chef du Service
du Matériel et de la Traction
KEUFFER

BON DE COMBUSTIBLE ^{N°} OU DE BOIS DE CHAUFFAGE

EST. — MOD. P-XII-2 ^A

A LIVRER A LA GARE DE (1)

(EN SACS (1))

A REMETTRE A L'AGENT (1)

(EN VRAC (1))

Nom, Prénom et Grade de l'Agent

N° d'attachement :

Marié (1), Célibataire (1), } avec { enfants (2) ou parents à charge
Veuf (1), Divorcé (1) } sans {

Date d'entrée au chemin de fer (2)

Domicile (Localité, Rue, Numéro)

étage (descente (1) montée (1) distance mètres). (3)

Etablissement d'emploi de l'Agent (4)

Arrondissement

Dépôt ou Magasin livreur

NATURE DU COMBUSTIBLE OU DU BOIS	QUANTITÉ à LIVRER	PRIX UNITAIRE	PRIX TOTAL	Indication, le cas échéant, du nombre de sacs non restitués et à facturer.
Supplément pour livraison en sacs.....				
Somme à payer.....				
(1) Ce bon fait partie d'une demande comportant un autre bon N°				(1) Livraison à grouper. (1) Suivant disponibilités.

RETENUE A FAIRE en _____ fois. (Voir (Instruction Générale n° 33)

Date d'établissement du bon
Le _____ 19____

Le Chef d

Timbre à date du fournisseur

Titulaire du bon _____

N° _____

SACS	QUANTITÉ	DATES	PRIX
Livrés.....			
Restitués.....			
Différence au compte du preneur . . .			

- (1) Rayer les mentions inutiles.
(2) Pour les demandes de bois seulement.
(3) Pour les livraisons effectuées dans Paris seulement
(4) Indicatif et adresse de l'établissement si l'agent n'appartient pas à la Région Est.

DEPOT DE BELFORT

LISTE DES AGENTS TUES OU BLESSES PAR ACTES DE SABOTAGE
DEPUIS LE DEBUT DE LA GUERRE

(Suite à lettre N° 1302 PA 3 du 19.9.44)

: _ : _ : _ : _ : _ :

1°) EN SERVICE :

- x - BEGEOT René - MECRU - 30.8.44 - * LORIDAT Marcel CFRU. 29.7.44
- x - GRANGE Pierre - CFRU - 30.8.44 - * FIGUET Jules OAJ. 26.6.44
- x - PIQUEREZ Paul - MV - 27.8.44 - * DOUILLET Eugène ELMEC. 26.6.44
- x - SCHMIDLIN - ELMEC - 3.8.44
- x - MONNIER Marcel - CFRU - 3.8.44
- x - CLEMENT Camille - MECRU - 16.7.44
- x - MICHAUD Marcel - MECRU - 8.7.44
- x - FAULHABER Louis - ELMEC - 20.6.44
- x - VIENOT Gaston - OAJ - 20.6.44
- x - DEYTIEUX Auguste - MECRU - 12.6.44
- x - BERTIN Julien - CFRU - 12.6.44
- x - PEUREUX Gaston - ELMEC - 17.10.43
- x - GRANDJEAN Fernand - CFRU - 17.10.43
- x - SERMAGE Louis - ELMEC - 23.2.44
- x - GRANDGIRARD Camille - CFRU - 23.2.44

2°) HORS SERVICE :

Néant

BELFORT, le 3 Janvier 1945
Le Chef de dépôt,
signé DEGY

SOCIÉTÉ NATIONALE
DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Région de l'EST

MATÉRIEL et TRACTION

EST - Mod. 677 A

DIVISION de la Traction

2^e Arrondissement

RAPPORT N° 8 412

d u DEPOT DE BELFORT (2)

du 3 Mars 1941 (3)

OBJET :

Inscription d'un
filtre à huile à
l'inventaire
Technique

En suite à la lettre N° 411 Ma/O du 20.2.41 de M. le
Chef de la Subdivision du Matériel Moteur, nous avons
reçu le 23.2.41 des Ateliers de Noisy-le-Sec, un filtre à
huile à plateaux décanteurs ayant fait l'objet de la
commande N° 71 268/821 TO du 21.11.40 à la Société Vaco
Oil Compagnie.

Cet appareil n'est pas désigné à l'Instruction M. T.
N° 10 comme devant faire l'objet d'une fiche d'inventaire
technique.

Nous demandons que des fiches nous soient adressées
le cas échéant.

Le Chef de dépôt,
signé : MIELLE

(1) Arrondissement de Traction du Matériel, etc.

(2) du Dépôt d_____, de l'Entretien
d_____, de M_____, Inspecteur, etc.

(3) Date.

A3/12

S.N.C.F.

SERVICE DU CONTENTIEUX

Bureau A.R.

Dossier N° 17.583 G.L/EST

G - Tirage : 90 ex.

PARIS, le 11 septembre 1944

45 Rue St-Lazare

A15 A6 L

DEPOT DE BELFORT
N° A 18
BOSSIER A 68

Monsieur le Chef du Service
du Matériel et de la traction
Région de l'Est

Actes de sabotage

Vos références : PERS B3/11 - S.N.C.F. - MT/E N° 1243 PB3.

Par votre note du 29 juillet dernier vous me demandez de vous renseigner en ce qui concerne la récupération des dépenses occasionnées à la S.N.C.F. par les accidents survenus aux agents de cette Société à la suite d'actes de sabotage.

Ainsi que vous l'observez il est généralement impossible d'identifier les auteurs de ces actes et, par conséquent, d'agir contre ceux-ci.

Cependant on peut soutenir qu'il s'agit d'opérations de guerre, ce qui permettrait d'exercer un recours contre l'Etat Français.

Certaines décisions judiciaires ont été rendues dans ce sens mais jusqu'à présent du moins, très exceptionnellement, à l'occasion de cas d'espèces bien déterminés et au seul profit des victimes elles-mêmes.

Il est toutefois permis d'envisager que, dans l'avenir, l'indemnisation des victimes d'actes de sabotage sera facilitée et réglementée soit par une orientation favorable de la jurisprudence, soit par l'intervention de textes législatifs nouveaux.

Il convient, par conséquent, lorsqu'il s'agit d'un accident survenu "hors service" d'appliquer les dispositions de l'article 51 du fascicule X du Règlement du Personnel en laissant en blanc sur la quittance subrogatoire la désignation du tiers. Les signatures apposées sur les pièces justificatives des dépenses à récupérer devront être légalisées. Les dossiers relatifs aux affaires dont il s'agit devront m'être transmis dans tous les cas, même si l'interruption de service du blessé est inférieure à 20 jours afin de me permettre de faire le nécessaire sans retard le moment venu.

Les dossiers concernant les accidents du travail dus à des actes de sabotage devront être constitués et m'être transmis dans les mêmes conditions (pièces justificatives légalisées) mais bien entendu sans qu'il y soit joint des quittances subrogatoires.

P. le Chef du Contentieux
L'Inspecteur
signature

M. BAILLEUL (KEUFFER)^T
13.9.44

signé: WISDORFF

MT/E

N° 1302 PA3
(Cl^t : P.10 a)

PARIS, le 19 septembre 1944

Messieurs les Chefs de Division
Subdivision
d'Arrondissement
et assimilés

Pour les suites.

Ces dispositions sont à observer pour tous les accidents survenus par acte de sabotage.

.....

BON DE COMBUSTIBLE N° _____
OU DE BOIS DE CHAUFFAGE

A LIVRER A LA GARE DE (1) _____ { EN SACS (1)
A REMETTRE A L'AGENT (1) _____ { EN VRAC (1)

Nom, Prénom et Grade de l'Agent _____ N° d'attachement : _____

Marié (1), Célibataire (1), } avec { enfants (2) ou parents à charge
Veuf (1), Divorcé (1) } sans {

Date d'entrée au chemin de fer (2) _____

Domicile (Localité, Rue, Numéro) _____

étage (descente (1) montée (1) distance mètres). (3)

Etablissement d'emploi de l'Agent (4) _____ Arrondissement _____

Dépôt ou Magasin livreur _____

NATURE DU COMBUSTIBLE OU DU BOIS	QUANTITÉ à LIVRER	PRIX UNITAIRE	PRIX TOTAL	Indication, le cas échéant, du nombre de sacs non restitués et à facturer.
Supplément pour livraison en sacs.....				
Somme à payer.....				
(1) Ce bon fait partie d'une demande comportant un autre bon N°				(1) Livraison à grouper. (1) Suivant disponibilités.

RETENUE A FAIRE en _____ fois. (Voir (Instruction Générale n° 33) _____

Timbre à date de l'Etablissement d'attache

Le Chef d

Timbre à date du fournisseur

- (1) Rayer les mentions inutiles.
(2) Pour les demandes de bois seulement.
(3) Pour les livraisons effectuées dans Paris seulement.
(4) Indicatif et adresse de l'établissement si l'agent n'appartient pas à la Région Est.

Elles entraînent les modifications suivantes qui sont à apporter au tableau annexé à la lettre N° 201 PB3 du 30.8.43 :

page 4 - colonne Opérations : "Agents blessés par le fait de l'Armée d'occupation"

A ce titre :

ajouter : "ou par sabotage"

1^{ère} opération :

- l'Etablissement établit un rapport de blessure mod. PX 39

ajouter : "ou PX 62 (suivant que l'accident est HS ou ES)"

9^e opération, modifier comme suit le texte :

- l'Arrondissement - précise sur le PX 52, suivant le cas, que ce dossier..... des sommes à récupérer pour les blessés par le fait de l'Armée d'occupation ou que cet accident est consécutif à un acte de sabotage.

colonne "Observations"

Au paragraphe : Cet état doit porter, en haut.....

ajouter : "ou bien celle : "Accident résultant d'un acte de sabotage".

Ces modifications sont à faire à la plume.

P. le Chef du Service
du Matériel et de la Traction
KEUFFER

-0-0-0-0-

Dépôt de BELFORT

Nous adresser le plus tôt possible la liste de vos agents tués ou blessés par actes de sabotage depuis le début de la guerre;

- 1° En service.
- 2° Hors service.

Quotidien:

1° PX 51 en 2 exemplaires.

2° Quittances subrogatoires pour les blessés HS, établies dans les conditions prescrites par la présente et nous faire suivre ces états au fur et à mesure de leur établissement. Comprendre les agents de vos succursales.

13/10/44

P. le Chef d'Arrondissement,

Mc Eganly
28/10/44

[Signature]

BON DE COMBUSTIBLE ^{N°}

OU DE BOIS DE CHAUFFAGE

EST. — MOD. P-XII-2 ^A

A LIVRER A LA GARE DE (1)

(EN SACS (1)

A REMETTRE A L'AGENT (1)

(EN VRAC (1)

Nom, Prénom et Grade de l'Agent

N° d'attachement :

Marié (1), Célibataire (1), } avec
Veuf (1), Divorcé (1) } sans } enfants (2) ou parents à charge

Date d'entrée au chemin de fer (2)

Domicile (Localité, Rue, Numéro)

étage (descente(1) montée(1) distance mètres). (3)

Etablissement d'emploi de l'Agent (4)

Arrondissement

Dépôt ou Magasin livreur

NATURE DU COMBUSTIBLE OU DU BOIS	QUANTITÉ à LIVRER	PRIX UNITAIRE	PRIX TOTAL	Indication, le cas échéant, du nombre de sacs non restitués et à facturer.
Supplément pour livraison en sacs.....				
Somme à payer.....				
<p>(1) Ce bon fait partie d'une demande comportant un autre bon N°</p> <p>(1) Livraison à grouper.</p> <p>(1) Suivant disponibilités.</p>				

RETENUE A FAIRE en fois. (Voir (Instruction Générale n° 33)

Date d'établissement du bon

Le Chef d

Timbre à date du fournisseur

Le 19

Titulaire du bon

SACS	QUANTITÉ	DATES	PRIX
Livrés.....			
Restitués.....			
Différence au compte du preneur . . .			

(1) Rayer les mentions inutiles.

(2) Pour les demandes de bois seulement.

(3) Pour les livraisons effectuées dans Paris seulement

(4) Indicatif et adresse de l'établissement si l'agent n'appartient pas à la Région Est.

Dépôt de BELFORT

Pour les suites en ce qui vous concerne. Renvoyer § tableau
joint à L. P. 1441.

4.4.45.

P. Le Chef d'Arrondissement,

Benet

*révisé a été fait
le 19-3-45*

*M. G. P. 1441
5.4.45. 1*

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS

DÉPÔT DE BELFORT

adressée par Monsieur le Chef du TRA 2 à VESOUL
à Monsieur le Chef du Service M & T.

CARTON N° A 18

Renseignements demandés

DOSSIER A 6h

Le 5.9.44, à COLOMBIER, un Allemand ayant été tué par des inconnus, les soldats ennemis s'emparèrent de 4 otages, parmi lesquels se trouvaient l'aide-ajusteur RAMONDOT et le chauffeur de route PILAT tous deux du dépôt de Belfort et les fusillèrent.

RAMONDOT fut tué, mais PILAT ayant fait le mort ne fut que blessé et après des soins à l'Hopital de Vesoul, il se trouve en bonne voie de guérison.

Ces agents n'étaient pas en service.

Nous ne pensons pas qu'il y ait lieu de les considérer comme blessés par des tiers au titre d'agents blessés par le fait de l'armée d'occupation" et nous demandons qu'on veuille bien nous confirmer que notre façon de voir est exacte.

VESOUL, le 13 Octobre 1944

Le Chef d'Arrondissement

signé: BANNIERE

Comm. N° 53459
du 17.11.44

Réponses

----- Monsieur le Chef du TRA 2

Les deux agents sont à considérer comme des victimes d'accidents par "faits de guerre".

P. Le Chef du Service M & T

signé: KRUEFFER

Monsieur le Chef PERS, à Paris,

3 agents du dépôt de Chaumont:

-1'AIOAJ NOIROT Ch.

-le CHAU PARROT

- 1'AIOSOUD TAMEN

ont été également fusillés par les Allemands le 18.3.44 (otages).
(Renseignements fournis sur ces agents suite à votre note 500 PA1 du 8.11.44).

Ces 3 agents sont-ils à traiter de la même façon ?

VESOUL, le 21 décembre 1944

P. Le Chef d'Arrondissement

signé: MALCAILLOZ

Comm. N° 140 PA3
du 16.3.45.

Monsieur le Chef du TRA 2

Suite à la lettre n° P 1441 du 7.2.45 du Service Central P, (ma transmission n° 1523 PA3 du 9.3.45)?

PILAT est à classer en I du tableau des ~~agents~~ blessés.
~~XXXXXXXXXXXX~~ RAMONDOT est à classer en B du tableau des décédés. Quant à PARROT, NOIROT, TAMEN, agents du dépôt de Chaumont fusillés, ils doivent être classés en D.

Prière d'opérer tous redressements utiles.

Le Chef de la Subdivision

du Personnel

signé: KRUEFFER

N° 159.

MJ/PS

BELFORT, le 27 Février 1945

Monsieur le Chef d'Arrondissement,

Suite à lettre N° 1465 PA 3 du 24 Janvier 1945 de M. le Chef du
Service MT.⁽¹⁾, nous vous adressons ci-joint copies certifiées conformes
des déclarations d'accident et certificats médicaux des accident du
travail survenus aux agents de notre dépôt depuis le 1er Janvier 1943
à la suite d'actes de sabotage.

Le Chef de Dépôt,

(1) Classement A¹⁸ A⁶ R.

Belfort, le: 27 FEV 1945

Monsieur le Chef d'Arrondissement.

Suite à lettre N° 1.465 PA 3 du 24 janvier 1945
de M. le Chef du Service M. E., nous vous adressons ci-joint
copies certifiées conformes des déclarations d'accident et
certificats médicaux des accidents du travail survenus
aux agents de notre dépôt ~~qui~~ depuis le 1^{er} janvier
1943 à la suite d'actes de sabotage.

Le Chef de Dépôt.

- Douillet Eugène; - Biguet Jules Paul.
- Loridon Marcel.
- Grandjean Fernand
- Berrage Louis; - Grandgirard Camille
- Schmidlin Georges; - Monnier Marcel.
- Bégeot René; - Grangé René.
- Biquerez Louis, Paul
- Clément Camille.
- Michaud Marcel
- Gauthier Louis.
- Viérot Gaston.
- Beytoux Auguste; - Berlin Julien.

S. N. C. F.

SERVICE CENTRAL
DU PERSONNEL

1ère Division

N/ Réf. Pe-282

W - tirage : 105 ex.
Paris, le 9 avril 1945

Messieurs les Directeurs des Régions
Messieurs les Directeurs des Services
Centraux

J'ai l'honneur de vous faire connaître que le Journal Officiel du 30 mars 1945 a publié une Ordonnance du 29 mars 1945, relative à la réparation des accidents du travail occasionnés par les travaux de déminage.

Cette Ordonnance prévoit que la réparation des accidents du travail dus aux explosions survenues à l'occasion de la neutralisation ou de la destruction des mines et autres engins non éclatés incombe au Fonds de Solidarité.

En conséquence, vous voudrez bien signaler à cet Organisme, dans les conditions fixées par les lettres P.4917 du 24 mars 1941 et P.1429 du 31 janvier 1945, les accidents du travail survenus à nos agents au cours de travaux de déminage.

M. BIGOT

Pour valoir instructions,
Paris, le 13-4-45

P. le Directeur,
Directeur de la Région p.i.
P. le Chef des Scs Admin.

signé: MEDARD
Matériel et Traction

P. le Directeur,
Le Chef de la Division Centrale
de l'Administration du Personnel,
signé: FATALOT

PERS-A

N° 1612 PA 3

(Cl^t : P 10 c)

Messieurs les Chefs de Division)ex-EST
de Subdivision)seule-
d'Arrondissement)ment
et assimilés

Pour les suites.

Les lettres P.4917 et P.1429 ont fait respectivement l'objet de mes transmis Nos 2005 P.41/5 du 29-5-1941 et 1490 PA.3 du 12-2-1945.

Vous vous conformerez, pour la récupération des débours de la S.N.C.F. sur le Fonds de Solidarité, aux instructions en vigueur relatives aux accidents du travail par faits de guerre, savoir :

1°- Incapacités temporaires : lettre "Bureau AT" du 18-1-1941 du Contentieux - notre transmission N° 36 PT 41/5 du 30-1-1941.

2°- Incapacités permanentes et accidents mortels : lettre N° 41 P.1.43/5 du 22-5-1943 - tableau annexe - sous-chapitre "Accident par fait de guerre".

Paris, le 3 mai 1945

P. le Chef du Service
du Matériel & de la Traction,

Le Chef de la Subdivision
du Personnel,

KEUFFER

Dépôt de Belfort

Pour gouverner.

P. le Chef d'Arrondissement,

7.5.45

[Signature]

[Signature]

[Signature]

**SOCIÉTÉ NATIONALE
DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS**

REGION D

SERVICE :

MOD. P-XXI-1^{er} (1).

ANNEXE N°

au Contrat de Travail

passé le

entre la Société Nationale des Chemins de Fer Français

et M

Le contrat de travail d'embauchage à la journée, en date du

**renouvelable pour une durée égale jusqu'à un maximum de dix journées consécutives,
étant expiré et résilié de plein droit, je reconnais que la S. N. C. F. m'embauche à
nouveau dans les mêmes conditions à la date du**

A, le **193**

(Signature).

**(1) Modèle à utiliser pour la reconduction du Contrat dans le cas visé au § C de la formule
d'embauchage P-XXI-1.**

41846
Dépôt de Belfort

S. F. C. F.

Région de l'Est

MATERIEL & TRACTION

Subdivision
du Personnel

N° 1.465 PA 3

(cl^t : p 10 c)

G - Tirage : 105 ex.

Paris, le 24 janvier 1945

Messieurs les Chefs de Division
Subdivision
Arrondissements
et assimilés,

Objet : ACCIDENTS DU TRAVAIL (questions diverses)

1°- Accidents résultant d'actes de sabotage commis pour nuire à l'ennemi ou d'actions exercées contre les organisations chargées d'exécuter des sabotages.

Il vient d'être décidé que le Fonds de Solidarité prendra à sa charge, en les considérant comme résultant de faits de guerre, les accidents du travail survenus aux agents et auxiliaires depuis le 1er janvier 1943, et qui sont dus à toute action entreprise, soit par des organisations de résistance dans le but de nuire directement à l'ennemi (destructions d'ouvrages, de voies ferrées, attaques de convois, etc...) soit contre ces organisations.

En conséquence, il convient :

- a) pour tous les accidents de cette nature survenus depuis la date précitée :

D'adresser d'urgence au Ministère du Travail (Service du Fonds de Solidarité), 4, rue de Presbourg, PARIS, une copie, certifiée conforme, de la déclaration d'accident et du certificat médical déposés à la mairie. Ces envois seront faits par lettres recommandées.

- b) pour ceux de ces accidents n'ayant entraîné qu'une incapacité temporaire :

D'exercer la reprise, par la Subdivision de la Comptabilité, sur le Fonds de Solidarité, des sommes déboursées par la S.F.C.F., dans les conditions prévues par ma transmission N° 36 PT 41/5 du 30.1.1941 de la lettre "Bureau AT" du 18.1.41 du Contentieux.

Le titre de l'état mod. P-X-51 (évaluation financière des conséquences de l'accident) sera modifié au rouge comme suit : "Accident du travail survenu à un agent et consécutif à un sabotage".

En cas de refus du Fonds de Solidarité, il conviendrait de me saisir.

- c) pour ceux de ces accidents ayant entraîné une incapacité permanente ou la mort :

De mettre le Contentieux en possession des éléments utiles au recouvrement des sommes exposées, sur le Fonds de Solidarité, dans les conditions prévues au tableau-annexe à la lettre N° 41 P.I. 43/5 du 22.5.1943. (Ci-joint, à cet effet, page additive à insérer entre les pages 8 et 9 du dit tableau-annexe).

Les dossiers d'accidents relatifs à des affaires déjà réglées par le Contentieux lui seront représentés par les Arrondissements avec les mêmes éléments.

Dépôt de Belfort.

en d) ci-dessus pour tous les accidents du travail survenus depuis le 1/1/43

21 FEVR 1945

A. Ehailly
pour me soigner
date indiquée

Le Chef d'Arrondissement

Nécessaire fait: 28 FEV 1945

Lettre N° 150 du 27/2/45.

pique-feu sur les locomotives 3101 à 3280 - 31001 à 31040 - 151-701 à 151-727 - 33901 à 33940 - 32001 à 32050 - 141701 & 141702 - 4401 à 4512."

N° de Code : 5117.

CONTROLE DES DEPENSES

Conformément aux prescriptions des §§ 19 à 26 de l'Instruction MT.3, les Etablissements intéressés tiendront à jour les avant-projets mod. 690.

P. L'Ingénieur en Chef
du Matériel et de la Traction,

LEGRAND.

Les affaires actuellement en cours au Contentieux devront également faire l'objet d'un envoi des documents prescrits, pour lui permettre le recouvrement des sommes en cause.

Les accidents de cette nature qui viendraient à se produire désormais feront, bien entendu, l'objet des dispositions précitées. L'avis au Fonds de Solidarité devra être donné dans les 10 jours.

La lettre N° 288 PB/3 du 20.9.1943 est abrogée.

2°- Rechutes d'accidents du travail par faits de guerre ou consécutifs à des sabotages.

Selon précisions fournies par le Contentieux, les dépenses résultant de rechutes d'accidents du travail par faits de guerre ou consécutifs à des sabotages (en ce qui concerne, pour ces derniers, les accidents survenus depuis le 1.1.1943) sont récupérables, sur le Fonds de Solidarité, dans les mêmes conditions que celles occasionnées par les exemptions originelles, sous réserve qu'elles surviennent dans le délai de révision.

En conséquence, tous les cas de rechutes entrant dans les catégories visées (y compris les cas antérieurs qui n'ont pas été réglés dans ce sens) doivent faire l'objet des mesures suivantes :

a) accidents n'ayant entraîné que des incapacités temporaires :

La récupération des dépenses résultant des rechutes sera effectuée dans les mêmes conditions que celle des débours provenant de l'exemption d'origine, selon la procédure indiquée par la transmission N° 36 PT 41/5 du 30 janvier 1941 de la lettre "Bureau AT" du 18.1.41 du Contentieux.

L'imprimé mod. P-X-51 portera la mention : "Etat complémentaire - Rechute".

b) Accidents ayant entraîné une incapacité permanente :

Le recouvrement des débours résultant de ces rechutes sera effectué par le Contentieux, mis en possession des éléments utiles selon la procédure exposée au tableau-annexe à la lettre N° 41 P.I. 43/5 du 22.5.1943.

La page additive 8 bis ci-jointe apporte les précisions utiles.

3°- Frais d'obsèques en cas d'accidents du travail par faits de guerre ou consécutifs à des sabotages.

Il est apparu, à l'usage, qu'il serait rationnel de faire porter le montant de ces frais sur l'état mod. P-X-51, par l'Etablissement au lieu de l'Arrondissement.

En conséquence, la rectification suivante est à apporter, à la plume, au tableau-annexe à la lettre N° 41 P.I. 43/5 précitée :
page 7 - Accident par fait de guerre :

- entre les 4ème et 5ème opérations, ajouter la suivante :
- "- y inscrit, en cas de décès, le montant des frais d'obsèques;"
- supprimer la dernière opération.

P. le Chef du Service
du Matériel & de la Traction,

notifié (9.4.44) ref

Thuffes

CHEMINS DE FER DE L'EST

MATÉRIEL & TRACTION
-----Lettre-Circulaire N° 4945
-----25 Juin 1937

Modification à l'Instruction MT N° 156
à l'usage des Agents des machines sur les AVARIES à
la LOCOMOTIVE et au TENDER.

MOTIF DE LA MODIFICATION

Afin de permettre de déterminer rapidement la position moyenne d'un tiroir de distribution, lorsque, par suite d'avarie au mécanisme moteur, il est nécessaire d'immobiliser cet organe, il a été décidé de tracer des repères, soit sur la tige du tiroir, soit sur le guide carré, soit encore sur la glissière du guide de tige.

Pour attirer l'attention des agents de machines sur cette nouvelle disposition, il est donc nécessaire de compléter l'Instruction MT 156.

NATURE DE LA MODIFICATION

Page 31 - Coller le béquet ci-joint en remplacement des 8ème, 9ème et 10ème lignes du 6ème alinéa et des 3 premières lignes du 7ème alinéa.

P. L'Ingénieur en Chef
du Matériel et de la Traction,

BIGOT

S. N. C. F.

Service Central du
Personnel

DÉPÔT DE BELFORT
CARTON A18
DOSSIER A6h

Paris, le 10 Septembre 1941

X
Dél.

1^{ère} Division

MM. les Directeurs de l'Exploitation des Régions
MM. les Directeurs des Services Centraux
MM. les Secrétaires Généraux des Compagnies,

Réf. P. 6.197

Aux termes des règles en vigueur, les agents qui ont été blessés ou tués en service par suite de faits de guerre ont droit (ou laissent droit à leurs ayants cause) en sus des prestations qui peuvent leur être dues en vertu des Règlements de la S.N.C.F. et du Règlement des Retraites, aux rentes-accident prévues par la loi du 9 Avril 1898.

Le fonds de solidarité n'accepte de payer de telles rentes que si la loi de 1898 est applicable.

Ne peuvent donc y prétendre ceux de nos agents dont l'accident n'est pas survenu en service et à l'occasion du service. Tel est le cas de ceux qui ont été blessés ou tués au cours de leur repos ou lorsqu'ils se rendaient à leur travail, etc.....

J'ai l'honneur de vous faire connaître que, dans des cas justifiés et par décision d'espèce, les agents visés ci-dessus ou leurs ayants droit pourront se voir attribuer par voie de secours la rente-accident à laquelle ils auraient eu droit si l'accident avait été considéré comme survenu en service au sens

Dépôt de Belfort

A votre connaissance, seul le manoeuvre Jung Michel du dépôt de Strasbourg, replié à Cillerville, est à signaler. Rien de ne le confirmer par courrier.

Co. 9.41

p. le chef s'arrondissement,

*reçu
14/9/41
A. conf. inv. 22-9-41
ce jour par note 6
d'inv.*

*répondre
à la note
du 14/9/41*

(en distinguant des autres celles provenant de la S.N.C.F. ou de la Caisse des Retraites).

Le Directeur
Signé: BARTH

.....

Copie à Monsieur WISDORFF,

en le priant de vouloir bien m'adresser toutes propositions utiles, conformément au dernier alinéa ci-contre.

Paris, le 15 Septembre 1941.

Copie à :

MM. WISDORFF

RIDET

NARPS

JOUFFROY

P. Le Directeur de l'Exploitation
Le Chef des Services
Administratifs,

Signé: JOUFFROY

MATERIEL & TRACTION

Paris, le 18 Septembre 1941

Bureau du Personnel

TRES URGENT

N° 345 P.T. 41/5

Monsieur

Nm
47
Col.
Dél.

Pour me permettre d'adresser toutes propositions utiles à M. le Directeur, vous voudrez bien me faire parvenir, en complétant l'état dont ci-joint modèle, la liste de vos agents tués ou blessés avec incapacité permanente, hors service, par faits de guerre.

Ces renseignements sont à me fournir pour le 21 courant au plus tard.

En outre, pour chacun des agents qui figureront sur votre liste, vous adresserez de toute urgence à la Comptabilité les éléments nécessaires à la détermination des salaires légaux.

En possession de ceux-ci, la Comptabilité dressera le relevé des salaires légaux sans attendre la demande de la Subdivision du Personnel (qui la lui confirmera cependant dans chaque cas, à la réception de vos états) et me les transmettra sans délai.

Pour que la Comptabilité puisse distinguer ces envois exceptionnels, vous les accompagnerez de la mention, très apparente, "tué (ou blessé) H.S. par fait de guerre".

Le Chef du Service
du Matériel & de la Traction,

Thuffes

S.N.C.F.

Région EST

MATERIEL & TRACTION

ETAT NOMINATIF

des agents tués ou blessés hors service
par faits de guerre

(1)

(2)

(3)

Nom et prénom	Grade et établisse- ment	Date & circons- tances de l'ac- cident	Consé- quen- ces (4)	Condi- tions de pré- sence dans la lo- calité (5)	Ser- vices uti- lés pour la re- traite	Qua- lité des ser- vi- ces	Mon- tant de la rente- acci- dent (6)	Situa- tion fami- liale	Désignation			Obser- va- tions
									des ayants droit	de leurs ressources SNCF et CR	au- tres	

(1) Division

(2) Arrondissement

(3) Etablissement

(4) Décédé le ou taux d'I.P.P.

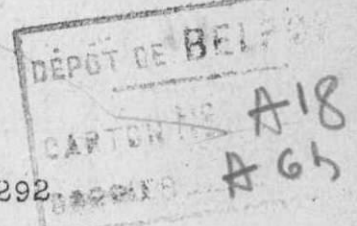
(5) Préciser notamment si l'agent était envoyé dans une zone ou localité bombardée ou s'il était maintenu en service dans une localité évacuée par la population civile

(6) Sera indiqué par la Subdivision du Personnel

SERVICE CENTRAL
DU PERSONNEL-----
1ère Division

N/Réf. Pe/19

Paris, le 12 janvier 1946

Monsieur le Directeur
de la Région de l'OUEST,OBJET : Application de la lettre Pe 1.292

Par lettre MTO-PA du 4 janvier, vous m'avez demandé si les dispositions de la lettre Pe 1292 du 21 novembre dernier, étaient applicables aux agents partis en Allemagne comme travailleurs non volontaires et aux agents confirmés ou à l'essai.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que ne sont applicables aux agents partis en Allemagne comme travailleurs que les dispositions relatives au cas de blessures hors service.

L'extension des dispositions prévues par l'article 43 du Fascicule X du Règlement du Personnel n'est applicable qu'aux prisonniers de Guerre et aux Déportés politiques.

Par contre, la totalité des dispositions de la lettre Pe 1292 est applicable aux agents confirmés et aux agents à l'essai.

P. le Directeur,
signé : FATALOT.

MM. BIGOT, LEFORT, OUDOTTE.
MONET, Dr BIDERMAN

Copie à Monsieur CREUSET et à Messieurs les Directeurs des Régions de l'EST, du NORD, du SUD-EST, du SUD-OUEST,

à Monsieur le Directeur du Service des Approvisionnements,
à titre d'instruction.

Le Chef de la Division Centrale
de l'Administration du Personnel,
signé : FATALOT.

Copie à M. le Chef du Service du Matériel et de la Traction - pour valoir instruction.

Paris, le 21 janvier 1946

P. le Directeur,
L'Ingénieur en Chef attaché à la Direction,
signé : MONET.

N° MT.G2.A3/3091
P.10.al

Paris, le 31 janvier 1946

MM. les Chefs d'Arrondissement et assimilés
Pour prendre note de ces précisions.

(La lettre Pe 1292 a fait l'objet de mon transmis

N° MT.G2.A3/2084 du 10.12.45).
P.10.al

P. Le Chef du Service MT
Le Chef de la Subdivision du Personnel
KEUFFER

Copie à MM. les Chefs de Division
de Subdivision.

NH

11 FEVR 1946

Arrondissement de traction
de Strasbourg

Strasbourg, le

Re N° 66 / 355/45/t1.AB

cit. P 10 a

TRANSMIS A

Messieurs les Chefs de dépôt de
STRASBOURG HAUSBERGEN ILL-NAPOLÉON
BELFORT MULHOUSE-NORD SARRHEBOURG READING
COLMAR HAGUENAU SELESTAT SAVERNE

pour gouverner. La lettre 1292 a fait l'objet de mon transmise
Re 6833/355/45/t1.AB du 21.12.1945.

L'Ingénieur de la traction
Chef du 2^e Arrondissement

Amey

M. E. Faill
D

12 FEVR 1946